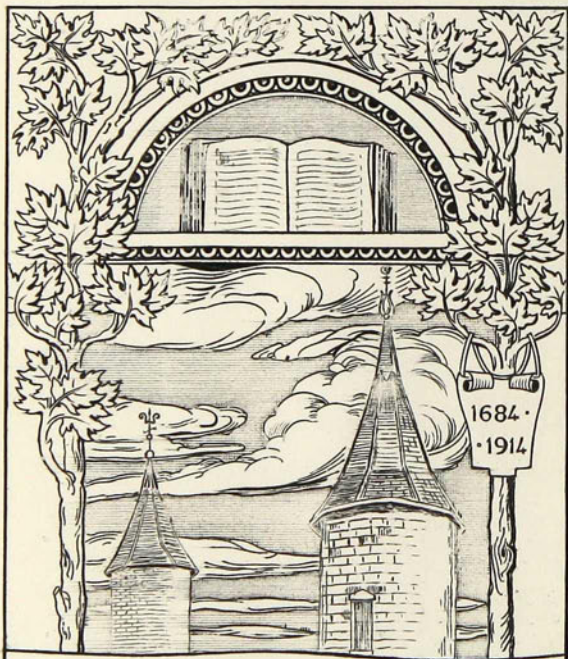


321.8

R269m

1947



BIBLIOTHEQUE
SAINT-SULPICE MONTREAL



LOUIS-BERTRAND RAYMOND, S.J.

MASSE ET PEUPLE

en démocratie moderne

Travail de licence
présenté aux Facultés ecclésiastiques
de la Universidad Javeriana de Bogota

BIBLIOTHÈQUE
SAINT-SULPICE

ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

1961, rue Rachel est

Montréal

1947

3000000000
3000000000

~~JC
421
R39
1947~~

321.8

R269m

1947

MASSE ET PEUPLE EN DÉMOCRATIE MODERNE

INTRODUCTION

Griefs contre la démocratie moderne

Les innombrables attaques dont le régime démocratique a été l'objet en ces dernières années, auraient pu faire croire que cette forme de gouvernement était devenue désuète. Et pourtant S. S. Pie XII, non content de reconnaître la nécessité de compter avec les traditions démocratiques pour la reconstruction de la société de demain, ne craint pas d'affirmer, dans son dernier Message de Noël 1944, que « si nous considérons l'étendue et la nature des sacrifices réclamés de tous les citoyens, particulièrement à notre époque où l'activité de l'État est si vaste et si décisive, la forme démocratique de gouvernement semble à plusieurs un postulat naturel imposé par la raison même. » (1)

Cela ne signifie pas cependant que S. S. absout par le fait même toutes les démocraties existantes de leurs responsabilités dans les maux actuels. Bien au contraire, le S. Pontife appuie fortement, et au nom de l'idéal même de la démocratie, les citoyens qui réclament l'amélioration des gouvernements démocratiques. « Mais lorsque, cependant, le peuple réclame une meilleure démocratie, une telle demande ne peut avoir d'autres résultats que de pousser plus que jamais le citoyen à conserver son opinion personnelle, à l'exprimer et à la faire prévaloir d'une manière qui conduise au bien commun ».

Pour se bien rendre compte de la justesse de cette attitude de Pie XII vis-à-vis de la démocratie à améliorer, il convient de la comparer avec d'autres attitudes particulièrement intransigeantes.

En première ligne vient le totalitarisme allemand qui a voué une haine implacable à la démocratie, surtout à cause de

1. Les passages ainsi guillemetés et auxquels ne correspond aucune note au bas des pages sont extraits du message du Souverain Pontife. On trouvera le texte complet de ce discours dans la brochure No 375 de l'École Sociale Populaire.

ses complicités avec la ploutocratie, et partant à la race sémite qui constitue une souillure pour le sang allemand.

La jeunesse militaire des pays les plus démocratiques, séduite par l'élan conquérant des doctrines totalitaires, s'est mise à renier carrément l'idéal démocratique. Ce fut pour la vieille génération de ces pays un grand scandale que de se faire dire en face « que la jeunesse hitlérienne qui combattait dans les Flandres avait l'avantage de défendre un idéal capable de lui inspirer enthousiasme »¹. Il en fut de même pour tous ces peuples, qui, voyant la tache nazie se répandre graduellement sur toute l'Europe, placèrent leurs espoirs en la dictature.

Les sociologues catholiques non plus n'ont pas manqué de franchise dans leur critique de la démocratie moderne. « Les démocraties modernes, écrit Berdiaeff, ont atteint un tournant, un douloureux état d'impuissance et de mécontentement. Elles sont déchirées par une division intérieure. En elles plus rien d'organique, de durable, aucun élément d'éternité. Elles ne veulent de liberté qui ne signifie indifférence vis-à-vis du bien et du mal, vis-à-vis de la vérité et du mensonge »^{1a}. Salazar n'a guère plus de ménagement pour la démocratie actuelle; il semble même avoir perdu toute confiance en ce mode de gouvernement, du moins tel qu'il a existé jusqu'ici. « Notre manière de réaliser la démocratie fut indiscutablement lamentable. La faute en revient au régime parlementaire ou à ses serviteurs: plus nous pardonnerons à ceux-ci, plus nous inculperons celui-là; cependant il n'y a que trop de responsabilité chez tous ceux qui sont intervenus dans le drame². » . Nous trouverons chez Maritain l'attitude la plus optimiste en face du régime démocratique: « Dans son principe essentiel, cette forme et cette conception de vie commune qui s'appelle démocratie, sont d'inspiration évangélique et elles ne peuvent subsister sans cette inspiration; et en vertu de la logique aveugle des conflits historiques et des mécanismes de la mémoire sociale, logique qui n'a rien à voir avec la logique de la pensée, on a vu les puissances directrices des démocraties modernes renier durant tout un siècle l'Évangile et le christianisme, au nom de la liberté humaine, les puissances directrices des couches

1. M. Adler: cf. Harper's Magazine.

1a. Nicolas Berdiaeff — «Una Nueva Edad Media», p 204.

2. Salazar — « Habla Salazar », p 25.

sociales chrétiennes, combattre un siècle durant les aspirations démocratiques au nom de la religion¹. » « J'ai comparé... l'essence spirituelle et le principe authentique de la démocratie à un arbre, à la sève saine qu'ont envahi les plantes parasites². »

On s'attendrait bien, et non sans raison, à trouver aux côtés du totalitarisme, ennemi voué de la démocratie, le communisme sous ses récentes livrées social-démocrates. Citons pour le démasquer quelques textes clairs de Staline: « La première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie. — Mener la guerre pour le renversement de la bourgeoisie internationale, guerre cent fois plus difficile, plus longue, plus compliquée que la guerre la plus acharnée qui puisse exister entre des États quelconques, et renoncer à l'avance à louvoyer, à exploiter (ne serait-ce que temporairement) (*sic*) les antagonismes d'intérêt entre ses ennemis, à passer des accords et des compromis quoique temporaires, conventionnels, instables avec des alliés possibles, n'est-ce pas ridicule au plus haut point? — Ce qui importe évidemment, ce ne sont pas les réformes, les compromis ou les accords, mais l'usage que l'on en fait³... » Berdiaeff avait déjà prévu ces manœuvres du communisme quand il écrivait: « Le socialisme révolutionnaire classique est plus intéressant et plus instructif que les formes transitoires et incomplètes de la démocratie sociale qui s'adapte à la vie bourgeoise d'une manière opportuniste⁴ »

S.S. Pie XII n'entend pas approuver la démocratie telle qu'elle existe présentement mais la réformer, et la réformer non par l'extérieur mais par le dedans, par un renouveau social de l'individu et de la société qui atteigne le mal à sa racine: « ...l'Intérêt et la sollicitude de l'Église ne se portent pas autant vers sa structure extérieure et son organisation — qui doivent régler les aspirations particulières de chaque nation — que vers l'individu lui-même qui, bien loin d'être l'objet et comme une sorte d'élément passif de l'ordre social, est en fait et doit continuer d'être son objet, son fondement et sa fin. »

Le mal de la démocratie est dans l'homme; et c'est lui qu'il faut guérir tout d'abord. Or l'attention du Souverain Pontife

1. Maritain — « Cristianismo y Democracia », p 38.

2. Maritain — « Cristianismo y Democracia », p 61.

3. Bolté p.s.s. : « Staline et Pie XI », p 3.

4. Berdiaeff : op. cit. p 208.

se porte sur le phénomène de la « masse », comme étant « l'ennemi capital de la véritable démocratie ». Tant de réalités culturelles et sociales sont engagées dans ce phénomène, qu'il nous a paru digne d'une étude plus détaillée, comprenant :

1. les traits caractéristiques de la masse;
2. les attitudes diverses vis-à-vis de la masse;
3. la genèse de l'apparition du phénomène de la masse;
4. quelques suggestions pour retransformer la masse en « peuple digne de ce nom »;
5. quelques applications à la démocratie canadienne.

LES TRAITS CARACTÉRISTIQUES DE LA MASSE

Inertie de la masse — Des justes réclamations des citoyens en faveur d'une « meilleure démocratie » S. S. Pie XII conclut que « l'État ne contient pas en lui-même et ne rassemble pas forcément en un seul bloc, dans un territoire donné, une masse informe d'individus », que « l'État est et devrait être en pratique l'unité organique et organisante d'un peuple véritable. Un peuple et une multitude informe (ou, comme on dit aujourd'hui, une « masse ») sont deux concepts distincts ». « Le peuple vit et progresse par son énergie propre, la masse est inerte de sa nature et ne peut être remuée que de l'extérieur. La vie du peuple vient de la plénitude de vie des hommes qui le composent et dont chacun — à sa place propre et de sa propre manière — est une personne consciente de ses responsabilités et de ses opinions propres. »

Donc, ce qui caractérise en premier lieu la masse, c'est son inertie. Déjà le mot « masse » lui-même, tiré du domaine de la physique, évoque une résistance, une passivité à vaincre; employé ici dans le domaine du social il désigne sinon une absence, à tout le moins une diminution marquée de la vitalité sociale d'un groupe.

Sous cette opposition entre le peuple dont la vie « vient de la plénitude de vie des hommes qui le composent », et la masse qui « ne peut être remuée que de l'extérieur » on devine la comparaison paulinienne du Corps mystique. « Cette doctrine montre ce qu'est une société faite par Dieu même, une société surnaturellement parfaite. Idéal inaccessible aux groupements naturels, assurément, mais idéal bien instructif¹. » Toute société

1. Emile Mersch : « Le Corps Mystique du Christ » ; tome 2e, p 365.

est en effet un grand corps vivant dont la vie est la somme de la vie des membres; mais ce grand corps de vivant qu'il est quand « chacun — à sa place propre et de sa propre manière — est une personne consciente de ses responsabilités et de ses opinions propres. » peut être transformé en une machine qui « attend du dehors un élan ».

Cette absence de vitalité sociale dans les démocraties modernes, plusieurs sociologues l'ont déjà diagnostiquée. « L'opposition entre sociabilité plus ou moins active et sociabilité plus ou moins *passive* s'entre-croise non seulement avec celle entre *masse*, communauté et communion, mais encore avec celle entre « Nous » et « rapport avec autrui », sociabilité par interpénétration et sociabilité par simple convergence... La sociabilité est relativement *passive* lorsque l'affectivité collective ou les représentations collectives sur lesquelles elle se fonde prédominent sur la volonté et l'action qu'elle déclenche¹. » Nous aurons l'occasion de revenir plus loin sur ce lien entre la passivité, l'inertie et la prédominance de l'affectivité sur la volonté. Le même auteur signale l'apparition des dictatures comme un symptôme de l'inertie sociale des peuples. « L'accaparement du pouvoir politique par l'autocratie économique dans les dictatures modernes, instaurées par les fascismes italien et allemand, de même que le capitalisme d'État en Russie soviétique ont éliminé totalement les droits individuels; les dictatures sont donc plutôt des signes de la croissance de l'*amorphisme* social que de sa diminution². » José Ortega y Gasset, dans son analyse de l'homme de la masse, insiste lui aussi sur l'inertie de ce nouveau type d'homme. « La vie noble s'oppose à la vie vulgaire ou *inerte*, laquelle, d'une manière statique, se renferme en elle-même, condamnée à une perpétuelle immanence vu qu'aucune force extérieure ne l'oblige à sortir de soi. Voilà pourquoi nous appelons *masse* cette façon d'être homme — non pas tant parce qu'il appartient à une multitude, que parce qu'il est inerte »³ Le philosophe espagnol comparera l'homme de la masse à un aristocrate par hérédité, dont les titres ne lui ont coûté *aucun effort*, à un héritier dont les richesses n'ont rien d'une conquête, à un enfant gâté: « Un monde qui surabonde en possibilités pro-

1. Gurvitch : « Essais de Sociologie », p 49.

2. Gurvitch : « Essais de Sociologie », p 83.

3. Ortega y Gasset : p 81.

duit automatiquement de graves déformations et des types vicieux d'existence humaine: ceux que l'on peut grouper dans la classe « héritier », dont « l'aristocrate » n'est qu'un cas particulier, l'enfant gâté un autre, « l'homme-masse » de notre temps un autre encore plus radical et plus répandu ¹⁾ Pour revenir à la figure du Corps de la société, disons que dans toutes ces analyses et ces rapprochements, que les individus, les membres de ce corps, dans le cas du peuple-masse, au lieu de communiquer à l'ensemble mouvement et vie, attendent tout de celui-ci, parce que leurs habitudes d'inertie leur ont appris à recevoir plutôt qu'à donner.

Il serait intéressant d'étudier comment cette absence de vitalité de la masse, comment son inertie se retrouve en d'autres domaines qui requièrent un certain sens de l'effort. Pour ne pas nous laisser trop entraîner sur un terrain qui n'est pas strictement sociologique (bien qu'il ait des liens très étroits avec lui), nous nous contenterons d'esquisser ces manifestations. Il faut bien admettre tout d'abord que notre civilisation moderne ne sait plus s'imposer cet effort nécessaire à la compréhension des grandes œuvres d'art, qu'elle se sent de plus en plus incapable du dépassement qu'exige toute rencontre avec l'âme d'un grand artiste, et que par contre elle fait ses délices d'un art qui se prostitue, s'offre sans conquête, comme le cinéma. L'effort pourtant est la mesure de l'être; et c'est par l'effort de la création que l'homme se réalise vraiment. Or ne peut-on pas dire que les peuples modernes, tout au moins dans leur élément masse, ont perdu le sens de la création? Notre civilisation moderne se fait des loisirs un idéal de vie et ne sait plus travailler avec amour à la réalisation d'une œuvre par le truchement de laquelle elle se donne. L'ouvrier n'est plus un artisan, c'est un tâcheron ²⁾.

Nous avons dit plus haut que la masse pourrait bien être comparée non plus à un beau grand corps vivant, mais à une machine. « L'État moderne est une création de l'Europe, un chef-d'œuvre de *machinerie* européenne. ³⁾ » La machine, en effet, ne saurait se mouvoir que par l'intervention d'un agent extérieur; et en cela son mouvement se distingue du mouvement vital. « L'État appuyé sur les masses, mais réduit au rôle de simple *machine*...;

1. Ortega y Gasset : p 108.

2. Gerald Vann : « The Heart of Man », passim.

3. Delos O. P. : « La Nation », tome 2e, p 181.

l'égalité dégénère à un niveau *mécanique* » telles sont les expressions du 6e Noël de guerre. « La démocratie se propose comme fin d'unifier la volonté du peuple dispersé. Mais elle ne considère la personne humaine que comme un atome abstrait, semblable à n'importe quel autre; et le problème qui consiste à amalgamer les hommes, est un problème *mécanique*¹. » C'est d'ailleurs en ce sens que les sociologues peuvent distinguer deux sortes de solidarité sociale: la *solidarité mécanique* et la *solidarité organique*. (Durkheim). La première ne peut s'accroître qu'en raison inverse de la personnalité des membres (et en cela elle est bien le propre de la masse où la manifestation de la personnalité est la plus superficielle); elle désigne la prépondérance de la conscience collective; au lieu que la *solidarité organique* tend à transformer les membres de la société « des *choses* sur lesquelles elle dominait en des *coopérateurs* dont elle ne peut se passer et vis-à-vis desquels elle a des devoirs². »

Violence de la masse

A ce premier trait de la masse, l'inertie, se rattachent, si paradoxal que cela puisse paraître, son indocilité et sa violence. Dans une communauté sociale normale, équilibrée, l'activité sociale n'attend pas la pression d'événements extraordinaires pour se manifester; elle est le prolongement spontané de la vitalité de chacun des membres exerçant la fonction qui lui revient. La masse, au contraire, n'est capable que d'inertie ou de violence; elle ignore le moyen terme entre ces deux modes. « Ce n'est pas le passage d'une masse passive (par exemple des lecteurs d'un journal) à un rassemblement passif, mais le passage brusque de l'activité lorsque des énergies accumulées par une longue souffrance se trouvent une issue dans une volonté commune, qui produit parfois des explosions sociales³. »

Ce passage subit de l'inertie à la violence, qui désormais ne nous paraissent plus incompatibles, s'explique aussi par le fait qu'à ce degré inférieur de sociabilité, ce n'est plus la *raison* mais la *passion*, l'instinct qui poussent à l'action. Le 6e Noël de guerre signale en effet que les « masses sont un jouet commode dans la main de quiconque veut exploiter leurs instincts et leurs im-

1. Berdiaeff : « Una Nueva Edad Media », p 201.

2. Durkheim : « De la division du travail », pp 370-382-399-404.

3. Gurvitch, op. cit. p 41, note 2.

pressions » L'éloquence des dictatures totalitaires et la propagande communiste ont compté sur ce complexe de la masse, et c'est en l'exploitant qu'elles ont réussi à l'envoûter et à la lancer à fond dans les conquêtes par la violence. « La classe ouvrière est heureusement trop jeune pour connaître déjà la lente usure du temps, la paralysie des organes séparés et débilisés. Ses masses sont plus généreuses que réfléchies. Ce qu'elle gagne en assurance, elle le perd en intelligence, et son dynamisme intense a l'aveuglement des forces de l'Univers, leur brutalité. Elle ignore où elle va, car elle sait mieux marcher que penser. La multitude vigoureuse et allante de ses membres est à la merci d'une impulsion accidentelle comme la lave qui presse au fond des cratères d'un volcan ¹. »

D'autres attribueront cette tendance de la masse à la violence au fait que l'homme de la masse, dans sa suffisance jointe à un hermétisme intellectuel avancé, ne trouve pas d'autre moyen d'imposer ses opinions. Celui-ci ne pourrait avoir raison qu'en abdiquant la raison elle-même. »... « l'action directe » consiste à renverser l'ordre et à proclamer que la violence est la raison première, en toute rigueur, l'unique raison. Voilà la norme qui se propose d'abolir toute norme, qui supprime tout intermédiaire entre notre propos et son imposition. C'est la Grande Charte de la barbarie... Formalités, normes, courtoisie, coutumes intermédiaires, justice, *raison* ! Pourquoi inventer tout cela, pourquoi compliquer les choses ² ? »

Instabilité de la masse

Une autre conséquence de cette prédominance de la sensibilité de la masse sur sa raison, c'est son instabilité. Les masses « sont un jouet prêt à suivre aujourd'hui ce drapeau, demain cet autre. »

« En face de cette image de l'idéal démocratique de liberté et d'égalité chez un peuple gouverné par des hommes honnêtes et prévoyants, quel spectacle n'offre pas celle d'un État démocratique laissé aux *caprices* des masses. »

Gurvitch oppose sur ce point la communauté à la masse, en soulignant sa stabilité: « La communauté étant la forme la plus équilibrée de la sociabilité par fusion, représente, pour cette raison aussi, la forme la plus stable, la moins soumise à des fluc-

1. Légaut : « La communauté humaine » p 73.

2. Ortega y Gasset, op. cit. p 89.

tuations¹. » A cette raison interne d'instabilité, il faudrait ajouter cette nécessité de situations et d'événements relevant du monde extérieur et sensible, pour que s'opèrent dans la masse la fusion des consciences et le passage à l'action; en outre s'exerce ici (nous aurons l'occasion de détailler davantage dans l'étude des relations entre la Nation et l'État) cette prépondérance dans un peuple-masse des éléments éphémères des partis sur les éléments permanents, traditionnels de la nation.

Manque d'unité organique de la masse

Un autre trait de la masse que le message de S. S. Pie XII note à plusieurs reprises, et qui peut-être nous donne raison des premiers, c'est l'absence d'unité organique: « l'État ne contient pas en lui-même et ne rassemble pas forcément en un seul bloc, dans un territoire donné, une masse *informe* d'individus »; « un peuple et une multitude *informe* (ou, comme on dit aujourd'hui, une « masse ») sont deux concepts distincts. »

Les grands biologistes du jour insistent beaucoup sur l'unité comme caractère du vivant; ils en font une des notes les plus essentielles de cet être dont les diverses fonctions s'harmonisent et s'entr'aident en vue de la santé du tout. Or dire que la masse est *informe*, c'est dire qu'elle est privée d'unité puisqu'il appartient à la forme d'unifier la matière de l'être créé, et si cet être est vivant, de lui communiquer en même temps la vie. D'où la dépendance étroite entre ces deux traits de la masse. Si celle-ci est socialement inerte, c'est que ses membres ont perdu le sens de l'unité sociale, ou si l'on veut plus de précision, le sens de la responsabilité, ou l'« instinct véritable du bien commun. »

Si nous revenons maintenant à cette conception de la masse qui voit dans ce phénomène le degré inférieur d'interpénétration des consciences entre les membres d'un groupe donné, la pression sociale minima (diraient certains), nous voyons clairement que ce manque d'unité organique provient en premier lieu de l'individualisme outré, de l'égoïsme de l'homme-masse. « L'individualisme a conduit nos propres sociétés à de véritables amorphismes². » « A force d'éviter toute pression venant de l'extérieur, tout choc avec les autres êtres, (l'homme-masse) finit par

1. Gurvitch, op. cit. p 42.

2. Gurvitch citant M. Mauss, in op. cit. p 84, note 2.

croire en définitive que lui seul existe; il s'accoutume à ne plus compter avec les autres, surtout à ne compter avec personne comme lui étant supérieur. »¹, ainsi parle Ortega y Gasset en analysant la suffisance de l'individu dans la masse. « La démocratie naît quand fléchit l'unité organique de la volonté populaire, quand la société s'atomise, quand périssent les croyances populaires qui unissaient le peuple en un seul tout... La démocratie n'est pas l'idéologie propre à une époque organique, mais à une époque critique de la vie des sociétés humaines². »

Profonde fut l'erreur de l'État qui « est et devrait être en pratique l'unité organique et organisante d'un peuple véritable » de croire qu'en uniformisant le peuple, il l'unifierait par le fait même. Car qui dit *unité* ne dit pas *uniformité*, mais harmonie dans la diversité. Le corps social bien vivant, « le peuple digne de ce nom », doit son bon fonctionnement à la diversité organisée des membres qui le composent. « La perfection d'un organisme social n'est pas dans une uniformité qui assimile les hommes à des pions, tous semblables sur un échiquier où l'un soit remplaçable par n'importe quel autre. La vie sociale repose sur une différence de fonctions³. »

Maritain souligne également la nécessité des inégalités fonctionnelles: « Ce que la conscience profane a acquis, s'il ne s'égare pas vers la barbarie, (cette « invasion verticale des barbares » dont parle Rathenau) c'est ce sens de l'égalité naturelle entre les hommes, et de l'égalité relative que la justice doit établir entre eux; cette conviction qu'au moyen même des *inégalités fonctionnelles requises par la vie sociale*, l'égalité doit se hausser à un niveau plus élevé et fournir à tous la possibilité d'accéder à une vie digne de l'homme...⁴ »

Nous retrouvons ici le problème délicat des rapports entre la Nation et l'État, ce dernier s'efforçant, dès qu'il ne s'identifie pas avec la Nation (et le cas est loin d'être rare) de l'uniformiser toujours de plus en plus aux dépens des particularismes, des éléments distincts compris entre ses frontières. Le P. Delos O.P., dans sa magnifique étude de la Nation, a mis nettement en lumière ce point. « Aussi, écrit-il, la nation est-elle, comme toute

1. Ortega y Grasset, op. cit. p 76.

2. Berdiaeff, op. cit. p 201.

3. Leclercq, « De la communauté populaire », p 53.

4. Maritain, « christianisme et démocratie » p 71.

communauté, acéphale ou amorphe; il n'y a pas et il ne peut y avoir d'autorité nationale. Tandis que l'État ne se conçoit pas sans un Gouvernement, l'entreprise ou la famille sans Chef, l'établissement sans un Directeur et un personnel de maîtrise, il n'y a dans la nation que des centres d'influence, des structures et des élites. Car, si elles sont amorphes, les communautés sont cependant structurées; ce qui leur manque, ce n'est pas une *différenciation organique*, c'est l'autorité, le pouvoir, l'organisation formelle et spécifique; ce n'est pas un certain ordre interne, c'est la positivité et le formalisme social de l'ordre². »

Cette organisation de la nation peut être réalisée sans sacrifice de la part de la nation quand celle-ci s'identifie avec l'État; mais quand un même État se voit maître de plusieurs nations distinctes et se met en frais de vouloir les absorber artificiellement en un tout, il obtient le contraire du but qu'il se proposait. « L'État, qui en épousant les contours de la nation et en se subordonnant à ses buts, aurait cru cimenter une cohésion interne, s'aperçoit que le principe sur lequel il s'appuie consacre l'irréductibilité des éléments étrangers, à moins qu'il ne réussisse dans ses efforts d'assimilation et d'uniformisation, contraires au principe de libertés nationales. Le même principe, auquel l'État se fait pour assurer sa force et son unité, les brise.³ » A l'échelle internationale nous obtenons la déplorable confusion du politique et du national, source de tant de rébellions, de tant de malaises et de tant de conflits. Car la tendance à l'uniformisation a dépassé les frontières des pays, des continents pour atteindre un niveau international, à tel point que l'on pourrait se demander si demain nous ne serons pas les témoins non plus d'un peuple-masse mais d'un univers-masse. De multiples facteurs contribuent présentement à ce conformisme international. Le premier et le plus puissant est sûrement le communisme international, qui emploie tous les moyens pour faire de nations jusque là particularistes des nations déracinées. Un modeste exemple suffit pour nous en rendre compte: le caractère anonyme de l'architecture moderne russe, que l'on a imitée en maints pays. On pourra objecter que la Russie elle-même réagit actuellement contre ce déracinement. Peut-être. En tout cas, l'influence à l'extérieur de

2. Delos, « La Nation, tome 1er, p 171.

3. Delos, « La Nation », tome 2e, pp 183-184.

pareilles formes de civilisation reste. L'influence américaine est également ennemie du particularisme, parce qu'elle tend à faire de la richesse, de la puissance et de la beauté une affaire de quantité¹. Elle apparaît en face de la civilisation européenne comme la civilisation égyptienne (où prédomine aussi la quantité) en face de la civilisation grecque qui aspirait à limiter le nombre des habitants d'une même cité².

Durkheim, avec sa distinction entre solidarité mécanique et solidarité organique, nous est de quelque secours dans l'observation de cette uniformité de la masse. Il énonce, par exemple, cette loi: « Dans une société, plus la solidarité mécanique (celle de la masse, comme nous l'avons vu) est prédominante, plus la *ressemblance* entre ses membres est forte³. » Cette loi rejoint celle de Gurvitch, et nous devons bien lui pardonner de sembler appartenir plutôt à la physique qu'à la sociologie, « Il nous paraît indispensable de faire ressortir la liaison de ces trois degrés d'interpénétration des consciences et des conduites avec le problème de la pression sociale. L'intensité de la fusion et la force de la pression ne vont nullement de pair comme on pourrait le supposer. En effet, précisément là où la fusion des consciences et des comportements reste la plus superficielle, et où leurs couches plus profondes sont closes les unes par rapport aux autres, c'est-à-dire dans le phénomène-masse, la pression de la conscience collective sur les « Moi » individuels se révèle comme la plus forte⁴. »

Conclusion: physionomie du peuple-masse

Maintenant que nous avons observé les principaux traits qui caractérisent la « masse », nous devrions être à même, en les reprenant en synthèse, de tenter une définition de ce phénomène social, en ne le considérant pas comme le groupe inférieur d'une communauté nationale, en ne l'opposant plus à l'élite.

Le phénomène de la « masse » nous apparaît comme le fléchissement du sens social chez un peuple qui oscille (instabilité)

entre l'inertie (perte du sens de la responsabilité)

et la violence (ses passions l'emportant sur la raison dans

1. Duhamel, « Humanisme et automate », *passim*.

2. Glotz. « Histoire universelle », tome 1er, « le pays grec ».

3. Durkheim, « De la division du travail » pp 104-118.

4. Gurvitch op. cit. p 36.

l'action) pour n'avoir pas su (en partie à cause de l'action uniformisante de l'État)

maintenir son unité organique.

Si l'on veut cette fois définir non plus l'ensemble, la collectivité, mais l'individu qui en est le membre type, nous obtiendrons une structure psychologique où prédomine la suffisance, l'esprit d'indépendance qui pousse à une action directe, violente.

II

ATTITUDES DIVERSES VIS-A-VIS DE LA MASSE

En présence du phénomène de la masse, multiples sont les attitudes que prennent les observateurs, suivant leur doctrine sociologique et suivant leurs vues plus ou moins désintéressées.

Attitude amonale

Certains sociologues de tendance positiviste se contentent d'examiner la « masse » sans porter aucun jugement moral sur cette forme de sociabilité. Cette position amonale est celle, par exemple, de Gurvitch, qui affirme qu'il est impossible d'établir, en se basant sur des considérations de valeur, une hiérarchie entre Masse, Communauté et Communion. « On ne peut ainsi déduire de la communion ou de la communauté aucune valeur morale plus haute par rapport à la masse. Concluons qu'il est indispensable, en distinguant masse, communauté et communion, en tant que trois degrés de la sociabilité par fusion partielle, d'en éliminer tout sous-entendu péjoratif; il faut en particulier libérer le terme masse de tout sens péjoratif, et le terme communion de toute signification élogieuse »¹.

L'auteur a raison de considérer comme indifférente en soi cette intensité inférieure d'interpénétration des consciences dans la masse, cette intensité, bien qu'étant supérieure dans la communauté et la communion, pouvant avoir parfois pour objet des valeurs négatives, voire immorales. Cependant nous croyons que dans le cas particulier d'un régime démocratique, la participation

1. Gurvitch, op. cit. p. 48-49.

des individus au bien commun et l'interpénétration des consciences qui devrait l'accompagner normalement, indique que le perfectionnement moral d'une nation donnée n'est certainement pas dans le sens de la masse. Car alors nous ne sommes plus sur un terrain purement psychologique, où la masse peut sembler indifférente, mais sur le terrain sociologique où, conformément aux principes de toute société, on doit exiger des membres une activité organisée, unifiée en vue du bien de tous.

Attitude aristocratique

Les gens cultivés ont toujours été enclins à se montrer méprisants envers la masse. Ainsi Ortega y Gasset insiste à plusieurs reprises sur la médiocrité de « l'homme de la masse » qu'il oppose au noble. En bon hidalgo il l'afflige d'une enfilade de titres qui trahissent son profond mépris à l'endroit de ce nouveau type d'homme: « primitif rebelle, c'est-à-dire, barbare; enfant gâté de l'histoire humaine; petit monsieur satisfait », tels sont les qualificatifs qu'emploie Ortega pour désigner l'homme de la masse. « Le libéralisme est la suprême générosité: elle consiste dans le droit que la majorité octroie aux minorités, droit qui devient alors le cri le plus noble qui ait retenti sur la planète !!! La masse ne désire pas vivre avec ce qui est distinct d'elle-même. Elle hait à mort ce qui est distinct d'elle »¹.

Voilà un parallèle qui semble bien à l'avantage du libéralisme, mais qui a le tort de ne pas tenir compte de la part considérable de responsabilité qui revient à ce prétendu généreux libéralisme dans l'apparition de la masse. Nous y reviendrons en faisant la genèse de la masse, victime du libéralisme.

Ce mépris pour la masse provient du fait qu'on la conçoit comme l'élément médiocre, vulgaire, du peuple par opposition à l'élite, à la noblesse, à l'aristocratie. Cette façon d'envisager la masse peut être admise s'il s'agit de mesurer le niveau de culture, mais nous croyons qu'elle peut prêter facilement à erreur si on la transporte sur le terrain sociologique. Ainsi lorsque Ortega y Gasset affirme que l'Amérique (il se réfère en cet endroit aux États-Unis) est le « paradis des masses »², probablement parce que les manières plutôt démocratiques et le droit à la vulgarité

1. Ortega y Gasset, op. cit. p 90.

2. Ortega y Gasset, op. cit. p 121.

s'y imposent, on pourrait lui rétorquer que certains peuples d'Europe, plus raffinés et plus distingués ne jouissent pas pour cela d'un sens social supérieur, qu'au contraire ils auraient beaucoup à apprendre sur ce point des États-Unis¹.

« États-Unis d'Amérique, peuple riche et abondant d'éducation et de culture. Les classes populaires y jouissent de tous les biens de la civilisation; là où existe un sens du civisme; là en pleine guerre on put avoir une campagne électorale et élire pour la quatrième fois, et maintenir au pouvoir un homme qui n'eut jamais des prétentions de dictateur; voilà certes pas un terrain propice pour tromper les masses avec des promesses de paradis terrestre. ⁴ »

Maeztu nous semble pécher dans le même sens quand il attribue la montée des masses au fait qu'on a commis l'erreur de vouloir que la culture fût populaire². Mais c'est justement parce qu'on a restreint la culture à l'élite, parce que l'humanisme moderne, même l'humanisme chrétien, a fait le schisme entre le peuple (nous dirions la masse) et les gens cultivés (et cela date de la Renaissance),³ c'est parce que la littérature et l'art sont devenus ésotériques, se sont proclamés socialement irresponsables que le peuple se voit obligé aujourd'hui de retrouver son âme commune, de reprendre conscience de l'unité de ses valeurs culturelles qui fondent son vouloir-vivre collectif alors que le peuple du Moyen-Age, jouissant d'une culture vraiment populaire, manifestait en bien des domaines un sens social que nous rêvons actuellement⁴.

Cette tendance des humanistes modernes à regarder la masse de haut, nous la rencontrons dans la plupart des courants modernes de l'art. Les artistes de notre temps, pas tous évidemment, très souvent se sont enfermés dans leurs chapelles; ils ont produit des œuvres accessibles à un petit nombre d'initiés, privant ainsi le peuple de la beauté qui seule pourrait illuminer son existence terne de travailleur condamné à ne jamais créer, à ne jamais produire avec amour⁵. « Il faut donner une culture à toutes nos classes sociales, les mettre en contact avec les valeurs intellectuelles et leur fournir des centres d'intérêt autres que l'alcool et le vice »⁶.

1. Andrade : Revista Javeriana, juin 1945, p 261.

2. Maeztu : Historia de la cultura europea, p 278.

3. Maritain : Humanisme intégral, passim.

4. Jacques Leclercq : De la communauté populaire, p 75.

5. Vann : p 96.

6. Andrade : op. cit. p 263.

Attitude communiste

L'attitude du communisme vis-à-vis de la masse peut sembler à prime abord tout-à-fait désintéressée: en effet quoi de plus généreux que de mettre en marche l'univers ouvrier pour réaliser la rédemption du prolétariat, que de couvrir le monde entier d'apôtres voués à cette grande œuvre du rachat des masses.

Mais lorsque le communisme, habile à manœuvrer les masses dont il connaît bien la psychologie, aiguise leurs mécontentements, lorsqu'il flatte leurs passions pour les transformer en forces révolutionnaires, celles-ci trop souvent ne se rendent pas compte qu'elles sont devenues de vulgaires instruments de domination mondiale, et que de victimes qu'on les a proclamées hier d'une classe, elles seront demain les victimes d'une nouvelle oligarchie. Tel est bien le cas de l'Amérique latine¹.

Staline peut bien clamer qu'il « n'y aura jamais de liberté, d'égalité et de fraternité sans la disparition des classes »; en réalité il ne fait que jouer devant les masses « le mirage spécieux de la démocratie ». « La plupart des commentateurs ont vu, dans ce passage, une critique du communisme, pour qui le prolétariat est composé de masses, dirigées par un parti unique, « monolithique », lequel à son tour est commandé avec une autorité de fer par son bureau politique. La remarque du Pape s'applique à tous les régimes où un seul parti a le monopole d'informer, organiser, gouverner le public, qu'il s'agisse de communisme, de fascisme, de nazisme, ou d'autres dictatures². » Sa Sainteté Pie XII, bien qu'il ne parle pas ici explicitement du communisme, n'en démasque pas moins cette corruption de l'idéal démocratique: « La liberté, d'un devoir moral de l'individu, devient un appel tyrannique à donner libre cours aux passions et aux appétits d'un homme au détriment des autres. L'égalité dégénère à un niveau mécanique, à une uniformité sans couleur: le sens de l'honneur vrai, de l'activité personnelle, ou le respect pour la tradition, le sens de la dignité, en un mot tout ce qui donne à la vie sa valeur, s'efface graduellement et disparaît. Et, les seuls survivants, d'une part, en sont les *victimes trompées par le mirage spécieux de la démocratie*, pris naïvement pour le véritable esprit

1. Andrade, op. cit. p 261.

2. Ledit: Relations, février 1945, p 49.

de la démocratie qui est liberté et égalité; et d'un autre côté, les exploiters plus ou moins nombreux qui ont su comment utiliser le pouvoir de l'argent et l'organisation pour s'assurer une meilleure situation, au-dessus des autres et qui ont obtenu le pouvoir ».

Qui ne voit clairement que ce n'est pas seulement la démocratie libérale qui est ici visée, mais aussi le communisme qui vient de se proclamer social-démocrate et dont le désintéressement nous laisse plus que sceptiques ?

Parlant du communisme, il y aurait lieu de préciser l'attitude du totalitarisme vis-à-vis de la masse, bien que celle-ci ne diffère pas essentiellement de la précédente. Le totalitarisme aussi bien que le communisme doit compter sur les masses pour se maintenir et faire accepter les sacrifices considérables qu'il exige des individus. « Les totalitarismes vivent nécessairement du phénomène des masses. Les mouvements révolutionnaires doivent nécessairement créer l'état collectif de masses ¹. »

Attitude de la démocratie libérale

Le passage du « 6e Noël de guerre » cité plus haut, nous amène tout naturellement à traiter de l'attitude de l'État, dominé par les puissances de l'argent, vis-à-vis de la masse. L'idéal démocratique, en soi si élevé qu'on l'a dit « formé sous l'action du ferment évangélique » ², a été repris par le communisme s'appuyant sur les aspirations profondes des masses, après que la démocratie libérale l'eut trahi. « Le régime démocratique, plus que tout autre, se prête aux compromis, aux ententes, aux complicités ouvertes ou inconscientes, avec la ploutocratie ³. »

D'une façon globale on peut dire que la démocratie, infidèle à son authentique idéal, et elle le fut surtout sous l'influence du libéralisme, considère la masse, qu'elle était destinée à servir, comme un instrument pour satisfaire les intérêts et les ambitions de quelques uns.

1. Andrade, op. cit. p 258.

2. Maritain. « Cristianismo y Democracia, p 61.

3. Salazar, « Habla Salazar » p 25.

Attitude de l'Église

Quel contraste entre ces attitudes hautaines ou intéressées vis-à-vis de la masse, et l'attitude de l'Église que nous révèle le 6e Noël de guerre de SS. Pie XII ! Le Christ renouvelle en la personne de son Vicaire le « misereor super turbam ». Celui-ci se penche sur les masses, charitable, compatissant pour ces « victimes trompées par le mirage spécieux de la démocratie » trompées par l'État qui « appuyé sur les masses peut imposer ses fantaisies aux meilleurs éléments du vrai peuple. ».

S'il est vrai qu' « un peuple inerte est nécessairement un peuple esclave » et que la masse est réduite à l'inertie, nous pouvons affirmer à bon droit que de même que jadis l'Église a racheté des multitudes d'esclaves en rappelant aux hommes libres que la dignité humaine n'est pas le privilège de quelques uns, mais le privilège de tous les hommes rachetés dans le sang du Christ, ainsi de nos jours, l'Église s'emploie à racheter les esclaves de la démocratie dévoyée en réapprenant dans son franc langage, à ceux qui détiennent le pouvoir, comment les droits inviolables des individus sont méconnus par l'État qui s'attribue un pouvoir sans contrôle et sans limites; (etiam « Summi Pontificatus ».), comment le bien commun est sacrifié par des dirigeants dépourvus des qualités intellectuelles et morales nécessaires à l'accomplissement de leur devoir.

Il vaut la peine de s'arrêter quelque peu au détail de cette seconde partie du Message de Noël où se trouvent impliquées les obligations nouvelles et les responsabilités particulières qu'entraîne pour l'État la dégénération du vrai peuple en la masse, en particulier lorsque S. Sainteté énumère les qualités que doivent posséder ceux « qui détiennent le pouvoir ». Ils doivent tout d'abord représenter « le peuple entier » et non « une foule désordonnée », dont les intérêts dépassent souvent les vrais besoins du bien commun ». Ils doivent être « des hommes par-dessus tout capables d'être les chefs, particulièrement en ces temps où les besoins pressants du moment excitent trop l'impressionnabilité du peuple et la rendent plus exposée à s'égarer et à se perdre. Les représentants du peuple doivent donc être doués des qualités nécessaires pour contrepeser les défauts du peuple enclin plus que jamais à se comporter comme la masse, la réforme de la démocratie consistant surtout en une réadaptation aux conditions nouvelles des temps présents.

Quant à l'absolutisme d'État, dont traite la finale du Message de Pie XII, notons que l'État apparaît comme une superstructure organisée qui se superpose à l'infrastructure spontanée de la masse, ou comme une société se superposant à la communauté de la nation. Or la démocratie-masse tend spontanément vers l'absolutisme d'État parce que dans l'infrastructure-masse le degré d'union étant le moins intense, celle-ci offre une base moins favorable au développement de la sociabilité organisée de l'État, et partant elle amène la superstructure à user de contrainte. « Les superstructures organisées des communautés (degré moyen d'interpénétration des consciences) ont une certaine tendance prononcée vers la démocratie, tandis que les superstructures organisées des masses et des communions tendent plus souvent vers la domination autoritaire. — Quand il s'agit d'une organisation de domination superposée à la masse, la pression intense exercée par celle-ci se joint à la contrainte relevant de la transcendance de l'organisation et la renforce très sensiblement. — Une organisation démocratique superposée à la masse, étant plus unifiée que cette dernière, ne peut procéder autrement que par centralisation et contrainte forcée, pour la maintenir. C'est pourquoi les organisations de collaboration qui ont pour infrastructure des masses, prennent d'habitude le caractère d'une « démocratie régaliennne » (Maxime Leroy), unitaire, centraliste, moniste; elles sont plus autoritaires et plus contraignantes que toutes les autres¹. »

L'analyse des sources du phénomène de la masse nous conduira spontanément à étudier la causalité réciproque qui joue entre la masse amorphe et la démocratie étatisante, centralisante.

III

GENÈSE DU PHÉNOMÈNE DE LA MASSE

I. LA PART DE L'INDIVIDU :

Complexe de suffisance: origines et conséquences

Nous avons dû accuser tant de fois l'État de ne pas traiter la nation comme un vrai peuple, mais comme une masse, que nous serions portés à lui attribuer toute la responsabilité de cette

1. Gurvitch, op. cit. pp 64-65.

corruption du sens social. Et pourtant, si nous voulons être équitables, nous devons avouer qu'il s'est développé chez l'homme du vingtième siècle, sous l'action de l'évolution marquée de la vie sociale moderne, un complexe qui a prêté à ce fléchissement. D'ailleurs le Message de Noël mentionne que « l'intérêt et la sollicitude de l'Église se portent davantage vers l'individu lui-même » ; et puisqu'il s'agit de réaliser « une meilleure démocratie », l'individu doit y être pour quelque chose.

En effet, à la hausse du niveau de vie du citoyen d'aujourd'hui, qu'a permis le progrès technique à notre siècle en lui procurant des conditions de vie beaucoup plus faciles, ne correspond pas nécessairement et parallèlement un perfectionnement du sens social. Trop souvent au contraire, il a fait naître en l'individu, l'illusion d'une indépendance parfaite, d'un bien-être qui se suffit à lui-même, qui n'a pas à compter avec personne comme lui étant supérieur, qui n'a pas non plus à compter avec les autres dans la poursuite de sa fin. C'est la vie exempte de difficultés, d'efforts, qui atrophie le sens de la dépendance, le sens de la responsabilité.

Ce complexe de *suffisance sociale* est renforcé par une *suffisance intellectuelle* provenant d'une éducation à base d'idées toutes faites, d'une information de presse qui habitue à ne plus penser par soi-même, à ne plus vérifier l'exactitude de ses opinions en les confrontant d'une manière objective avec la réalité. Sorte d'hermétisme intellectuel, qui porte à la violence, comme étant l'unique moyen d'imposer ses vues à priori et des les maintenir hors de toute discussion.

D'où l'absence de cohésion sociale dans la masse née de l'individualisme satisfait des hommes qui la composent ; d'où aussi, signalons-le en passant, cette irrémédiable incompétence de ceux qui croient qu'il leur suffit d'être élus pour être à la hauteur de la tâche qui leur revient, d'exercer l'autorité de l'État et d'orienter les destinées de la nation. Tragique insuffisance quand on songe aux conséquences qu'elle peut avoir en régime démocratique. Voilà pourquoi S. S. Pie XII insiste tant sur l'ensemble des qualités que doivent réunir les représentants du peuple vivant sous un tel régime. « Et comme le centre de gravité d'une démocratie normalement établie réside dans cette assemblée populaire d'où les courants politiques se manifestent dans tous les domaines de la vie publique — pour le bien ou pour le mal — la question

des hautes qualités morales, de l'habileté pratique et de la capacité intellectuelle des députés parlementaires, sont pour chaque peuple vivant sous un régime démocratique une question de vie ou de mort, de prospérité ou de décadence, de solidité ou d'instabilité perpétuelle. »

Fruits du libéralisme

Il importe de noter ici en parlant de l'individualisme de l'homme de la masse, l'influence exercée par la doctrine du libéralisme, doctrine antisociale qui a rendu l'économie socialement irresponsable¹. Quelques grands magnats de la haute finance maintiennent leurs monstrueuses entreprises en tuant toute initiative privée, en utilisant les énergies humaines comme des choses, en pratiquant la servitude nouvelle des travailleurs. Que maintenant ces puissances économiques subjuguent ceux qui devraient exercer le pouvoir de l'état démocratique en toute liberté, et en toute honnêteté (Salazar a stigmatisé avec quelle facilité le régime démocratique prête à de telles connivences) et nous aurons une idée des prolongements de cette doctrine du libéralisme qui exalte l'autonomie du moi.

II — LA PART DE L'ÉTAT.

Tendances innées de l'État et en particulier de l'État démocratique

Nous ne pouvons nous empêcher de signaler ici les défauts de structure de la démocratie, qui ont conduit celle-ci aux abus d'une manière presque fatale, à celui de l'absolutisme, par exemple, auquel S. S. Pie XII consacre les dernières lignes de son étude sur la démocratie à améliorer.

A bien considérer la forme de régime démocratique en elle-même, celle-ci nous apparaît comme exposée à certaines déformations contre lesquelles elle n'a pas suffisamment su se garder. Si nous tenons compte ensuite de l'évolution de la société qu'elle était appelée à servir, la démocratie n'a pas toujours réussi à s'adapter aux changements profonds qu'appelait cette évolu-

1. « The garden is no longer given; there is drudgery. The men of power are unmoved by the drudgery of millions, and the machines which could have reduced it, have in fact reduced it for the fortunate few only by multiplying it for the many; for the many are made the unwilling servants of power and profit ». (Gerald Vann, « The Heart of Man » p 89.)

tion; bien au contraire elle les a subis aux dépens de la société nouvelle.

« Plusieurs se dirent: abandonnons la chose publique à l'inspiration des passions, aux mouvements et aux caprices de la multitude; et la vie fut dominée par la politique avec la *démocratie*. D'autres affirmèrent: accumulons les richesses sans préoccupations et sans méthode afin que tous en aient abondamment; et le social fut dominé par l'économique avec le *libéralisme*. D'autres enfin proclamèrent: distribuons entre nous les richesses accumulées afin de produire suivant la raison suprême de nos appétits; et l'économique fut dominé par le social avec le *socialisme*¹.

État et Nation

Quand Salazar proteste² de ne pas sacrifier les réalités de sa nation à quelque système ou théorie politique que ce soit, il se met en garde contre une tendance qui n'est pas exclusive à la démocratie mais qui est le fait essentiel de toutes les formes de gouvernement. En effet, la superstructure de l'État et la nation qu'il est chargé d'organiser socialement, sont des entités nettement distinctes en soi bien qu'il puisse arriver (et c'est le cas de la France par exemple) que ces deux entités s'identifient.

La vie de l'État et la vie de la Nation sont différentes dans leur origine, leurs lois de développement, leur fonction, leur fin³. La Nation (qui est « comme la projection particulière, sur un sol déterminé, de la civilisation et de la culture »⁴) procède d'un fait, de la réalité d'un milieu, et d'un mode particulier de vivre déterminé par ce milieu historique et culturel; l'État, lui, au contraire procède d'une idée, « de l'idée d'un ordre de droit, considéré comme le bien commun le plus général des hommes; et la société politique (l'État) est d'autant plus elle-même et d'autant plus parfaite que l'idée du but est plus claire, plus précise et éclaire davantage l'action politique⁵. »

C'est dire qu'alors que la Nation appartient à l'ordre moral, celui d'un idéal de culture vécu par une communauté spontanée

1. Salazar, « Habla Salazar » p 24.

2. *ibidem*, p 23.

3. Delos: La Nation I, p 179.

4. Delos: La Nation I, p 178.

5. Delos: La Nation I, p 168, note.

qui s'est façonnée avec les générations un mode de vivre propre, l'État opère dans l'ordre juridique de la loi, du droit, de l'organisation « formelle et spécifique » de l'infrastructure de la nation.

De cette distinction de nature entre les éléments juridiques, artificiels, abstraits et rigides de l'État d'une part, et les éléments moraux, spontanés, concrets, et souples de la Nation, découle nécessairement des tendances opposées dans l'agir de l'une et de l'autre de ces deux entités sociales: formalisme et mode rationnel de l'État contrastant avec le déterminisme des contraintes dans la communauté de la Nation; tendance de la Nation vers la décentralisation, le particularisme alors que l'État (parce que procédant de l'idée¹) tend vers l'universel, vers la réalisation de la personnalité morale de la société organisée par voie d'unification et de centralisation.

On entrevoit déjà le problème délicat que posent les rapports entre la Nation et l'État. Y aura-t-il domination de l'État aux dépens de la nation ou y aura-t-il collaboration entre les deux? Tel est le dilemme que notre civilisation doit résoudre en faveur de la nation si elle ne veut pas tomber dans l'erreur du nationalisme, du totalitarisme en faisant de l'État un but et de l'individu un moyen. « L'État n'est pas une fin, mais un moyen, quoiqu'à ce titre il ait un caractère de nécessité permanente »². « C'est la noble prérogative... de l'État que de contrôler, aider et régler les activités privées... pour les faire converger... vers le bien commun, lequel ne peut... trouver sa loi primordiale dans la prospérité matérielle de la société, mais plutôt dans le développement harmonieux de la perfection naturelle de l'homme à quoi le Créateur a destiné la société *en tant que moyen* »³. » Ce n'est donc pas la nation qui doit se sacrifier pour l'État, ce ne sont pas les éléments spontanés, culturels qui font la nation qui doivent se sacrifier pour les éléments juridiques de l'État. « Il est important de souligner la distinction de la nation et de l'État, car les confondre conduit nécessairement au totalitarisme, c'est-à-dire à l'absorption de la vie privée dans la vie publique au profit de l'État »⁴.

1. Delos: La Nation I, p 175.

2. Mathieu Cantacuzène: Dossiers de l'Act. Pop., 10 jan., 1940, p. 8.

3. Summi Pontificatus, 47e parag.

4. Delos: La Nation, I, p 179.

Nous avons insisté davantage jusqu'ici sur la distinction entre la Nation et l'État, il importe de nous arrêter maintenant au principe d'harmonie qui réside dans la finalité commune à l'une et à l'autre. Ce principe est déjà tout indiqué dans le paragraphe cité de l'Encyclique *Summi Pontificatus*, à savoir: le service de la personne humaine. « Pénétré chacun de leur véritable rôle de serviteur, l'État et les groupes nationaux... ne sont plus des rivaux... mais des collaborateurs dont la double action doit se dépenser au service d'un même but ultime. » « Il n'y a donc aucune contradiction de principe entre la fidélité d'un groupe ethnique à ses institutions historiques et à sa culture, et l'obéissance qu'il doit à l'État. La différenciation des fonctions et leur harmonisation par l'effet d'une finalité supérieure engendre la paix¹. »

Salazar a eu des vues on ne peut plus justes sur la réalisation concrète de cette collaboration: « Aduler des masses en créant le *peuple souverain* n'a pas donné au peuple, comme groupement national, ni influence dans la marche des affaires publiques, ni surtout — et voilà qui est plus nécessaire encore à tout peuple, souverain ou non — d'être bien gouverné...; organiser la Nation du haut en bas suivant les différentes manifestations de sa vie collective, depuis la famille jusqu'aux corps d'administration et aux corporations morales et économiques, puis intégrer cet ensemble dans l'État qui en deviendra ainsi l'expression vivante, voilà qui rend réelle la souveraineté nationale². »

Croire que nous nous sommes égarés dans notre recherche des causes de l'apparition de la masse, serait ne pas voir qu'un peuple peut rester « un peuple vraiment digne de ce nom » ou une masse, une multitude informe, sans couleur, suivant qu'il est victime des tendances atomisantes et uniformisantes de l'État formaliste et centralisateur ou suivant qu'il réussit, dans ses relations avec l'État, à sauvegarder « le sens de l'honneur vrai, de l'activité personnelle, ou le respect pour la tradition, le sens de la dignité, en un mot tout ce qui donne à la vie sa valeur ».

État et nation en régime démocratique

Voyons donc comment la démocratie opère l'équilibre entre le sens de la nation et le sens de l'État. Voyons si elle est portée

1. Delos: *La Nation*, II, p 191-192.

2. *Habla Salazar*, p 25.

à transformer les peuples en masse, si réagissant contre les déformations possibles de sa structure même, elle a veillé à mettre l'accent sur les valeurs culturelles de la nation qu'elle doit servir.

Que la démocratie eût pu éviter des déformations dans le sens de l'irréalisme social, déformations possibles pour toute forme de gouvernement, cela eût été d'autant plus surprenant que la démocratie est née à une époque qui a placé sur l'autel la déesse Raison, que celui à qui revient la paternité de la démocratie, dans son idéologie rêveuse et optimiste, en est venu à professer la bonté naturelle de l'homme.

Ici encore, à première vue, nous serions enclins à croire la démocratie périmée, à la juger d'une façon très pessimiste tellement les défauts que nous avons diagnostiqués dans la superstructure de tout état, se retrouvent si prononcés dans le régime démocratique. « La déception causée par la démocratie ainsi que la crise que celle-ci traverse, sont en relation avec son caractère formaliste et son manque de réalité »¹.

Ce même Berdiaeff a prononcé également ces dures paroles à l'endroit de la démocratie: « La démocratie reconnaît la souveraineté et l'autocratie du peuple, mais elle ne veut pas reconnaître le véritable peuple; il n'y a pas de peuple dans les démocraties. On ne saurait donner le nom de peuple à cette génération d'hommes isolés de toutes les grandeurs du passé, qui s'agrippe à un lambeau du temps, à la seule génération contemporaine. Génération non pas complète mais formée de quelques uns de ses éléments qui se considèrent comme les arbitres de ses destinées historiques². »

« La démocratie se propose comme fin d'unifier la volonté du peuple dispersé, mais elle ne considère la personnalité humaine que comme un atome abstrait, semblable à n'importe quel autre; et le problème pour elle consiste à amalgamer les hommes, problème purement mécanique³. »

L'idéal démocratique mal compris (et bien peu de démocraties sont parvenues à le bien comprendre) fait donc que l'État considère l'homme, non pas comme une personne, mais comme un individu, une chose (et c'est ainsi qu'il en vient à priver un peuple

1. Berdiaeff: Vers un nouveau Moyen-Age, p 205.

2. Berdiaeff: Vers un... p 203.

3. Berdiaeff: Vers un... p 201.

de son unité organique, en supprimant ses inégalités fonctionnelles); que les partis (une bonne part leur revient de cet irréalisme social de la démocratie) ne représentent plus vraiment le peuple, la nation; que le suffrage universel a maintenu le peuple dans l'illusion qu'il était souverain alors qu'il n'est trop souvent pas même bien gouverné.

C'est contre toute cette idéologie abstraite, nous dirions avec le *6e Noël de guerre*, « ce mirage spécieux de la démocratie », que les travaux de réforme de Salazar, et ils se sont avérés admirablement efficaces, se sont orientés. Qu'il suffise de citer deux articles du décalogue du Nouvel État Portugais, où implicitement mais clairement la démocratie se voit dénoncée dans ses points faibles: « Dans l'État nouveau l'individu existe socialement comme faisant partie de groupements naturels: (les familles), professionnels (les corporations), territoriaux (les municipales), et c'est pour cette qualité qu'on lui reconnaît tous les droits nécessaires. Pour l'État Nouveau les *droits abstraits de l'Homme* n'existent pas; il n'y a que les droits concrets des hommes (article 5e). »

« A l'intérieur de l'État Nouveau la représentation nationale n'est pas constituée par des fictions, ou par des groupements éphémères mais par les éléments réels et permanents de la vie nationale: famille, municipales, associations, corporations, etc... (article 7e). »

Un peuple véritable devient masse, quand il perd son unité organique, c'est-à-dire quand non seulement se relâche la solidarité qui unit ses citoyens mais aussi quand disparaissent ses différences fonctionnelles. Or les démocraties « sont généralement niveleuses »; elles tendent à ravalier la solidarité organique d'une nation en solidarité mécanique, en supprimant et les particularismes régionaux et les différences de classes. « La démocratie est individualiste en principe; mais sa dialectique conduit fatalement à l'antiindividualisme, au nivellement des individualités humaines¹. » Nous reviendrons dans la 4e partie de ce travail sur la nécessité de créer dans les pays démocratiques de nouvelles aristocraties, ou pour atténuer le paradoxe apparent, de nouvelles élites populaires, élites ouvrières et paysannes.

1. Berdiaeff: *Vers un...* p 200.

Causes de l'attitude de l'État démocratique moderne vis-à-vis de la nation

Cette propension naturelle de la démocratie vers la centralisation uniformisante, vers la prépondérance des éléments formalistes, juridiques de l'État au détriment des éléments réels, naturels de la Nation et de son esprit d'initiative, s'est notablement accentuée sous l'influence des facteurs historiques et économiques.

En effet le *développement de la technique moderne* a amené un accroissement considérable de la centralisation matérielle; et cette centralisation a amené à son tour une intervention toujours plus grande de la part de l'État. « Le développement de la technique appelle l'étatisme. Ouvriers, producteurs, commerçants en appellent à l'État à toutes leurs difficultés; ils font encore appel à lui chaque fois que quelqu'un refuse de partager avec eux un avantage auquel ils estiment avoir droit. L'implication croissante de tous les éléments de la vie matérielle les uns dans les autres amène l'État à intervenir de plus en plus, jusqu'à établir, lui ou un de ses pouvoirs subordonnés, un règlement spécial de la circulation dans chacune des rues de chaque ville¹. »

« La vie du peuple vient de la plénitude de vie des hommes qui le composent ». L'Étatisme est donc mortel pour le peuple, et lourde est sa part de responsabilité dans l'avilissement des peuples vivants en masses socialement inertes.

« L'étatisme constitue le danger de notre temps pour tout développement humain. L'étatisme est étouffant parce qu'il identifie le bien commun à la volonté des gouvernants, et que la volonté des gouvernants se modèle presque inévitablement sur l'avantage des gouvernants. Lorsque l'État centralise toute l'activité du pays, il le fait au profit des gouvernants et des fonctionnaires, ou de ceux qui parviennent à dominer ceux-ci... il devient comme une immense pompe aspirante qui aspire toutes les ressources et les forces vives du pays au profit de ses objectifs propres, ceux qui intéressent les passions ou la grandeur des dirigeants... La *centralisation étatiste tue les initiatives*, aussi bien les initiatives de groupe que les initiatives individuelles, parce qu'elle tend à l'homogénéité et que toute initiative est *particularisme*.

1. Leclercq: De la communauté populaire, p 37.

Mais en tuant les initiatives, on tue les personnalités; on ne songe pas sans frémir à l'avenir de pays où tout le monde n'a plus qu'à obéir¹. »

A force de voir l'État intervenir ainsi en tout et pour tout, le peuple finit par perdre tout sens d'initiative, compter sur l'État comme sur une véritable providence, le considérer responsable de tout. N'avons-nous pas là cette inertie sociale que nous avons analysée comme le caractère le plus obvie de la masse? cette perte du sens de la responsabilité, qu'est-ce sinon cette habitude de croire que seul l'État a des obligations. Et quelle psychologie meurtrière ne s'est-elle pas développée, à la suite de l'interventionnisme de l'État, chez la jeunesse d'aujourd'hui? La foi en la supériorité de la politique sur la vie, la conviction qu'à moins de s'appuyer sur les membres de tel ou tel parti, il est impossible de se créer une situation. Avouons cependant que malheureusement cette fausse attitude en face de la vie n'est que trop fondée sur la réalité de la toute-puissance des partis liés aux puissances de l'argent.

Enfin, dernier facteur qui a contribué à rompre l'équilibre des relations entre État et Nation, *la présente guerre mondiale*. Ce n'est pas pour rien que Sa Sainteté Pie XII qualifie l'action de l'État de « si vaste, si décisive ».

Quand l'État, oubliant son rôle de serviteur domine la nation, il la transforme en masse, il en fait son esclave. D'où l'importance que nous avons accordée à l'harmonisation des rapports entre l'État et la Nation. La présente guerre a forcé les démocraties à prendre parfois des allures dictatoriales: les besoins urgents ont justifié de nombreuses interventions gênant les initiatives privées, voire des droits qu'en d'autres temps les individus auraient jugés inviolables. Le bien commun exigeait ces interventions. Mais le danger subsiste de trop renforcer les tendances centralisatrices de l'État. C'est ainsi qu'on a vu récemment, en Angleterre et au Canada, le gouvernement, que cette guerre a rendu plus centralisateur que jamais, vouloir intervenir dans le domaine de l'éducation (dans lequel le citoyen revendique à bon droit une de ses libertés les plus sacrées) et menacer les droits des minorités catholiques. Les protestations des catholiques anglais ont été vaines;

1. Leclercq: De la communauté populaire, p 36, 39-40.

au Canada, l'opinion catholique canadienne-française a lancé le cri d'alarme. Ces deux faits sont bien significatifs pour nous qui dénonçons ici le danger particulier à notre temps de la manie centralisatrice des démocraties, que leur faible unité organique pousse à des abus de pouvoir. Aussi Sa Sainteté Pie XII rappelle — dans le passage sur l'absolutisme de l'État — aux gouvernements démocratiques les limites qu'impose à leur autorité « l'ordre absolu institué par le Créateur », « les fondements sur lesquels repose la personnalité humaine autant que l'État et le gouvernement »

Conclusion

Reprenant en raccourci la genèse complexe de la transformation du peuple véritable en masse, nous pourrions dire que ce fléchissement du sens social provient — en partie de la psychologie du citoyen nouveau, à qui la vie facile a désappris le sens de la dépendance, de la solidarité et à qui le libéralisme a enseigné l'irresponsabilité, — en partie également du fait que l'État démocratique, s'abandonnant à ses tendances foncières vers le formalisme et la centralisation uniformisante et niveleuse, vers une intervention qui paralyse peu à peu toute initiative en ne respectant plus les éléments naturels, culturels et organiques de la Nation, mais les sacrifiant aux profits des éléments artificiels, juridiques de l'organisation de l'État, — s'est fait un esclave de la Nation qu'il avait mission de servir en l'organisant et en la protégeant dans ses droits.

Jean-Jacques Rousseau prend un accent prophétique quand il termine ainsi son Contrat Social: « S'il y avait un peuple de dieux, il se gouvernerait démocratiquement. Un gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes ! »

COMMENT TRANSFORMER LA MASSE EN VRAI PEUPLE

Après avoir diagnostiqué tant de maux dans le peuple rabaisé au niveau de la masse, il convient d'indiquer quelques remèdes. Nous devons nous contenter de les suggérer sans entrer dans les menus détails que pourrait entraîner leur application.

Former par l'éducation des personnalités fortes, douées d'un sens social affiné

Nous commencerons par le domaine de l'éducation parce qu'il nous paraît le plus apte à corriger le sens social des gens déjà formés suivant le moule de la masse. C'est de cette génération que l'on forme actuellement que dépend le succès de toute tentative efficace de redressement du sens social.

Vu que dans la masse, la pression sociale (ce qui est bien distinct de la solidarité) atteint son plus haut degré, au point de dépersonnaliser le citoyen, il importe donc que l'éducation actuelle donne à la personnalité des jeunes une trempe capable de résister à une telle pression. Et pour bien saisir l'importance d'une telle préparation, signalons l'emprise qu'exercent sur l'individu dans une société-masse la presse et la radio, l'annonce et la propagande en commandant ses attitudes, ses sentiments et ses jugements.

Quelle tête solide ne faut-il pas en effet de nos jours pour ne pas tomber dans cette tragique confusion des valeurs, produit de la puissante machine de l'annonce-propagande? D'où provient cette identification du *bien-être* et du *bonheur*, qui fait que la masse se livre au premier venu qui lui fait de vibrantes promesses de *bien-être*, comme si le *bonheur*, qui réside dans la conscience et la poursuite de la vraie fin de l'homme, qui se maintient dans la ligne de l'*être*, ne faisait qu'une seule et même chose avec le bien-

être qui lui, reste extérieur à l'homme, ne dépasse pas le domaine de l'*avoir*? La publicité n'a-t-elle pas répété à satiété que pour augmenter ses loisirs, que pour se délivrer de l'esclavage des durs labeurs, il faut acheter telle ou telle machine, que pour assurer son bonheur il faut une bonne police dans telle ou telle compagnie d'assurance? Si l'on ne veut pas former des jeunes gens qui demain seront eux aussi les jouets de la propagande, de l'annonce, il faut développer en eux une personnalité intellectuelle capable de démasquer les mensonges de cette nouvelle forme de tyrannie. Le jeune citoyen qui ignore à cause de son éducation, l'effort intellectuel, le travail personnel, que l'on a habitué au psittacisme ne pourra rien contre les assauts de la propagande, contre le conformisme et la standardisation des esprits qui règnent dans la société-masse.

Le sens de la solidarité étant à son plus faible dans la masse, il revient aux éducateurs de former la génération en conséquence. «La civilisation capitaliste et libérale a atrophié chez les individus l'aptitude à sentir l'âme d'autrui et à vivre en étroite relation avec les états collectifs d'autrui» (De Greef). Mentionnons le danger propre à l'enseignement secondaire, orienté vers le développement personnel, mal compris, de former des individualistes, de parfaits égoïstes alors que normalement, grâce à leur préparation plus poussée, ces hommes devraient se charger d'une responsabilité plus vaste. Le sens de la responsabilité, ils doivent s'entraîner à l'exercer dès le collège. En plus de la formation que donnera dans ce domaine l'exercice de quelque charge dans une association dont le directeur sait partager les tâches et les obligations, il convient de souligner l'efficacité de la pratique du travail en équipe. Pratiquer la collaboration dans la création d'une œuvre en commun pour corriger les tendances individualistes de notre enseignement secondaire. Il vaudrait la peine de sacrifier un peu d'ordre à l'idole de la discipline pour rompre les élèves en classe même à la coopération, et former ainsi des citoyens qui ont vraiment le sens de la communauté. «Le sens de la communauté est près de beaucoup d'hommes plus exigeant et plus exaltant que la règle morale et pour eux plus qu'une maîtresse qui leur enseigne à atteindre leur propre injustice. On dirait qu'elle est intérieure à ses membres aussi bien qu'extérieure, eux-mêmes et cependant plus qu'eux. Ils la sentent digne d'un engagement de tout leur être sans craindre

aucunement par là de se mutiler ou seulement de se limiter»¹. «C'est peu de chose pour un homme de ne pas toujours manger à sa faim lorsqu'il sent sa vie se dilater aux limites d'une collectivité puissante qui la soutient et l'absorbe»². Voilà une ascèse vraiment à la mesure de la générosité des jeunes qui désapprennent à donner parce que nous n'exigeons pas suffisamment d'eux.

La création d'élites nouvelles

« Il n'y a pas de peuple dans les démocraties, » écrit Berdiaeff³. Il parle évidemment des démocraties niveleuses, qui en supprimant toute aristocratie (à la glorieuse exception près, de l'Angleterre; bien que la guerre ait affaibli considérablement l'aristocratie anglaise) ont privé les peuples de leur unité organique, en ont fait des «masses». Mais pour restaurer l'unité organique d'un peuple, il serait chimérique de songer à un retour des aristocraties. Conformément aux traditions démocratiques il faut parler plutôt d'élites. «There is a general agreement that, if we are to preserve our democratic form of society, we must have an élite spread throughout the mass»⁴. «Les aristocraties sont un des grands problèmes de la démocratie. Je dis bien les aristocraties, car la démocratie suppose que, dans chaque milieu social, une classe dirigeante se forme de l'élite de ceux qui vivent dans ce milieu.»⁵)

Le mot élite prend donc ici un sens nouveau: au lieu de signifier un certain niveau intellectuel, culturel, il désigne maintenant l'ensemble des *chefs* qui organisent une société à tel niveau, dans tel milieu. Nous aurions donc pour chaque nation une élite pay-sanne, une élite ouvrière, une élite industrielle, etc.

Le rôle de ces élites consistera principalement à transformer la solidarité mécanique de la masse en une solidarité organique, par la création de groupements suivant les métiers et les professions (nous voyons déjà s'esquisser le corporatisme) sous la direction de chefs devenus intermédiaires entre l'État et la Nation, et collaborateurs de celui-ci.

1. Marcel Légaut: La communauté humaine, p. 41-42.

2. ibdem, p. 41, note.

3. Berdiaeff, op. cit., p. 203.

4. Rev. J. Fitzsimons: The Clergy Review, aug. 1944, p. 353.

5. J. Leclercq, op. cit., p. 57.

Grâce à leur esprit de suite, à leur compétence, à leur force de caractère (il faudrait citer ici abondamment la seconde partie du Message de Pie XII, v.g. 30), ils assurent la stabilité de la démocratie, en la soustrayant aux caprices de la masse et aux menées intéressées de toute oligarchie.

La formation de ces associations, appelons-les corporations, pour le moment, redonnera aux individus un sens nouveau de solidarité (en particularisant et en concrétisant leurs intérêts) et en même temps une sauvegarde de leurs libertés toujours menacées quand ils sont livrés seuls aux rouages de la toute-puissante machine de l'État.

Remarquons en passant qu'ici, comme pour les relations entre la Nation et l'État, la correction doit se faire dans le sens d'un sain réalisme, d'une soumission aux conditions particulières de l'occupation et du milieu et non pas au formalisme de l'état démocratique dont témoignent les groupements artificiels des partis.

L'importance de la création et de l'organisation de centres de formation pour ces chefs ouvriers, paysans, industriels et autres, devrait sauter aux yeux des catholiques tant soit peu au courant du travail accompli par le communisme, avec malheureusement trop d'habileté et de constance, auprès des masses ouvrières.

Instaurer le corporatisme

Le rôle de ces élites nouvelles est de rendre à nouveau la nation organique; le rôle du corporatisme (dont les chefs seront choisis au sein de ces élites mêmes) sera de rendre à nouveau organique la superstructure de l'État. «Seule, en fait, l'organisation corporative peut atteindre le but que désire le Souverain Pontife: restaurer la société, y faire régner l'ordre social chrétien, c'est-à-dire la justice et la charité, car seule elle peut apporter, suivant l'expression de M. Esdras Minville, une nouvelle structure, de nouveaux cadres institutionnels, dans lesquels cet ordre s'exprimera et prendra forme. ¹⁾»

L'absence d'intermédiaires entre l'État et la masse, fruit de l'individualisme libéral, a contraint l'État à intervenir au moyen de la législation sociale et de la nationalisation des grandes entre-

1. «Pour un Ordre meilleur» E. S. P. de Montréal, (nos 360-61) p. 45, 1944.

prises, industrielles, commerciales et agricoles. C'est là un pis-aller qui prête souvent à des interventions abusives. La véritable solution réside dans le corporatisme, dans la création d'intermédiaires fonctionnels entre la masse et l'État, capables de représenter vraiment et de sauvegarder efficacement les intérêts et les libertés individuelles menacées par les tendances socialisantes qu'a imposées à l'État la disparition de ces groupements fonctionnels par métiers et professions. Seul le corporatisme peut empêcher l'État d'excéder son rôle qui est «d'aider les membres du corps social, et non de les détruire ni de les absorber» (comme il arrive avec la masse).

Sa Sainteté Pie XI dans son Encyclique «Divini Redemptoris» a confirmé ces vues: «Ce n'est que par un corps d'institutions professionnelles et interprofessionnelles, fondées sur des bases solidement chrétiennes, reliées entre elles et formant sous des formes diverses, adaptées aux régions et aux circonstances, ce qu'on appelle la Corporation, ce n'est que par ces institutions que l'on pourra faire régner dans les relations économiques et sociales l'entraide mutuelle de la justice et de la charité. ¹⁾»

Les Semaines Sociales du Canada, dans leur déclaration «Pour un Ordre meilleur» (article 21) ont proclamé leur adhésion à la doctrine du corporatisme: «Au premier rang de ces groupements se placent les corps professionnels ou groupements corporatifs. Ils comprennent tous les hommes d'une même profession ou d'un même métier. L'État leur laisse la régie de leurs propres affaires. Il les revêt à cette fin de tous les pouvoirs nécessaires. Patrons et ouvriers d'une même industrie se rencontrent alors dans un conseil conjoint, élu par leurs syndicats respectifs, et délibèrent ensemble sur leurs intérêts communs. Ils discutent non en adversaires mais en associés. Le travailleur n'est plus tenu à l'écart, considéré comme une machine ou un esclave. Il traite d'égal à égal avec son patron. Il est son collaborateur. ²⁾»

Cet admirable équilibre de rapports entre les membres et la tête, qui est celui du Corps Mystique de la chrétienté, nous en retrouvons ici un analogue dans le corporatisme qui lui aussi, à sa manière se tient également éloigné de l'individualisme et du socialisme. «La corporation est un ordre de choses également éloigné du socialisme d'État qui fait de tous les individus une poussière

1. Pour un ordre meilleur, p. 45.

2. Pour un ordre meilleur, p. 44.

impuissante (n'avons-nous pas ici la Masse ?) devant une autorité incontrôlée, et du libéralisme aveugle qui fait de l'État le jouet des intérêts particuliers en conflit permanent. ¹⁾

Remarquons en passant que la plupart des remèdes que nous avons suggérés jusqu'ici pour refaire un peuple véritable de la masse, se ramènent à la conciliation de la liberté individuelle et de l'autorité publique, à la réalisation de l'équilibre entre ces deux éléments de vie sociale qui semblent antagonistes.

Instaurer le corporatisme, cela signifie-t-il sacrifier la forme démocratique de l'État ? Aucunement. « La meilleure manière de promouvoir la justice et la sécurité serait d'avoir une société organisée de façon démocratique. Je veux dire par là que chaque industrie et chaque profession constitueraient par elles-mêmes un groupement. » Ainsi s'exprime S. Excellence Mgr Haas, évêque de Grand-Rapids, qui reconnaît dans le corporatisme l'authentique forme démocratique de gouvernement. « L'Action Corporative » du Canada a fait dans le même sens une déclaration officielle : « Loin de lui être incompatible, le corporatisme convient à la démocratie. Il protégera notre système démocratique contre les abus auxquels il est exposé ; il l'assainira et en assurera le maintien et le progrès. »

Reste à déterminer si le corporatisme peut faire de la masse un vrai peuple en se bornant à un rôle purement économique et social, sans s'insérer dans l'organisation politique de la nation. Au Canada deux écoles s'affrontent sur ce point délicat. A constater les heureux résultats obtenus par Salazar au moyen de l'insertion des corporations (il est vrai cependant qu'il ne s'agit plus ici d'une structure démocratique) dans l'État même, nous serions portés à croire que si le Corporatisme avait son mot à dire dans l'exercice du pouvoir, étant donné qu'il est l'expression vivante des réalités de la nation, et qu'il a de ce fait droit à une large part d'autorité, il réussirait à corriger le gouvernement démocratique de son formalisme ².

Nous reviendrons plus bas sur les possibilités particulières au Québec d'opérer la greffe du corporatisme sur le gouvernement démocratique déjà existant.

1. Action Populaire de Paris : commentaire de l'Ency. Divini Redemptoris.

2. Berdiaeff : Vers un nouveau Moyen-Age, p. 205.

Vivre la doctrine du Corps Mystique du Christ

C'est un des grands scandales de notre époque moderne de voir comment la vie chrétienne de beaucoup de catholiques n'est en rien informée par leurs convictions religieuses, et cette laïcisation progressive de la vie sociale au sein de nations censées chrétiennes.

Mais si nous examinons de près ce phénomène nous découvrirons bientôt que ces nations traversent une crise religieuse qui doit finir par leur imposer «un nouveau style de vie chrétienne.»

Dans le domaine religieux aussi bien que social, le libéralisme a produit ses funestes effets. Il a développé une vie spirituelle individualiste. «Sans avoir jamais abandonné les grandioses pensées de Saint Paul sur le Corps Mystique, pratiquement les chrétiens, pendant de nombreux siècles, ne surent pas assez en vivre pour unir dans une seule espérance leur réussite individuelle avec celle de l'ensemble. Le souci exclusif de l'intérêt ou du salut personnel cachait trop souvent, même aux hommes clairvoyants, l'édifice collectif et divin auquel aveuglément ils travaillaient. ¹⁾»

C'est contre cette déformation du sens religieux que l'Église a réagi en remettant en pleine lumière et au premier plan la doctrine du Corps Mystique. Cette unité spontanée, presque ingénue de la chrétienté primitive et médiévale, il faut que notre époque moderne la vive d'une manière consciente. «Cette doctrine est un remède à l'individualisme libéral, qui resserre encore la vie et les pensées de beaucoup de fidèles; personne ne vit seul, un membre est fait pour se soucier des autres, un chrétien doit être un missionnaire, au moins d'esprit..., remède encore à une conception fausse de la société, conception économique, sociale ou politique, qui n'augmente l'unité du groupement qu'en sacrifiant les droits des individus et parfois les droits les plus essentiels. ²⁾»

Seul l'enseignement et la pratique de cette doctrine du Corps Mystique peut réapprendre aux démocraties l'équilibre à conserver entre l'individualisme et le collectivisme, parce que cette société «faite par Dieu même, société surnaturellement parfaite» parvient à concilier en chacun des membres «le sentiment inné et invincible

^{1.} Marcel Légaut: *La communauté humaine*, p. 32.

^{2.} Mersch: *Le Corps Mystique du Christ*, II, p. 364-365.

d'appartenir à une communauté» avec celui de la plénitude de sa vie individuelle.

«En elle, on voit que l'unité sociale de l'ensemble et la profondeur de vie personnelle en chaque membre vont de pair: le même attachement au Christ, qui intensifie surnaturellement l'unité de chaque membre, rattache celui-ci à tous les autres dans l'unité du tout. Il y a là une importante leçon sur la nécessité de concilier les droits inaliénables de l'individu avec les exigences de l'ensemble: ils doivent s'unir, non pas en se supprimant les uns et les autres, mais en se perfectionnant réciproquement. Et qu'on ne s'étonne pas de trouver dans une réalité surnaturelle une valeur éducative pour les choses naturelles. La grâce est produite pour être la perfection de la nature. ¹⁾»

Il faut cependant voir dans cette doctrine plus qu'un exemple, un ferment de vie sociale authentique. En effet il est impossible que des citoyens catholiques, victimes de la masse, jusque là dépourvus de tout «instinct véritable du bien commun» et soumis d'autre part à l'absolutisme de l'Etat, devenus fortement convaincus qu'ils sont les membres vivants du Corps Mystique du Christ, ne se révèlent dans le domaine social comme des sauveurs de notre société en passe de se rénover ou de retomber dans le chaos.

«C'est aussi la tragique histoire du christianisme qui possède en lui la mystique exactement proportionnée aux grandeurs de la future humanité, mais dont pourtant les efforts merveilleux vingt fois séculaires ont actuellement échoué dans leur réalisation sociale. Il a fait fleurir des saintetés individuelles magnifiques. Mais l'humanité évangélisée s'est montrée dans son ensemble incapable de correspondre profondément, efficacement, à l'idéal présenté par le Christ. Le second acte de la christianisation du monde n'est pas commencé. Il s'amorcera seulement quand la société des hommes ayant suffisamment vécu pour prendre conscience de soi et connaître son propre royaume, se montrera capable d'ouvrir, par un geste qui lui sera propre, le trésor caché dans le champ clos de l'Eglise, et d'y lire son nom divin. ²⁾»

C'est ce qu'on bien compris ceux qui ont orienté les mouvements d'Action Catholique du côté des réformes sociales.

1. Mersch: Le Corps Mystique du Christ, II, p. 365.

2. Légaut: La communauté humaine, p. 43.

Il nous semble opportun d'ajouter ici à l'apport que peut fournir la doctrine du Corps Mystique dans la réforme du sens social de la masse, le rôle d'une vie liturgique plus intense pour redonner le sens de la sanctification sociale.

«Je prie bien seul... je prie intérieurement... je prie chez moi: voilà ce que l'on entend sur des lèvres populaires, et ce que l'on dit dans des livres savants sur lesquels a soufflé l'esprit du protestantisme libéral.—La liturgie nous guérit de cet individualisme. Ah certes, elle exige des renoncements... on constate aussi que l'on est délivré des horizons étroits dans lesquels évoluaient nos propres pensées, et que l'on participe à quelque chose de vaste qui n'est autre que la vie de l'Église se développant dans le monde à travers les déchirements et les larmes... Alors qu'on avait cru se perdre, on se retrouve grandi à la taille de l'Église, à la mesure du Christ, animés comme eux de préoccupations universelles. 1)»

— V —

LA DÉMOCRATIE CANADIENNE EST-ELLE UNE DÉMOCRATIE-MASSE?

I — ASPECTS PARTICULIERS DE LA DÉMOCRATIE CANADIENNE

Nous ne saurions juger la démocratie canadienne sans préciser au préalable les réalités culturelles qu'elle se doit d'organiser et son mode particulier de réaliser cette organisation.

Aspect national

Il existe au Canada, à l'intérieur d'une même patrie, deux nationalités, nettement distinctes par leurs croyances, leur langue et leur culture: le groupement franco-catholique et le groupement anglo-protestant. De plus, le pacte de 1867, ou pacte de la Confédération, qui régit encore aujourd'hui le Canada, est intervenu entre des entités territoriales et politiques bien particularisées: les provinces. On voit dès lors combien il est délicat pour une démocratie qui inclut une pareille diversité d'éléments de n'en sacrifier

1. Le vrai visage de la liturgie, pp. 129-130 (M. Vieujean.)

aucun, étant donné ses tendances naturelles à la centralisation et l'uniformisation, surtout quand ses éléments ethniques représentent une minorité au point de vue nombre et cependant un élément constitutif de la Confédération au point de vue juridique.

Aspect constitutionnel

Le fédéralisme s'imposait presque spontanément pour gouverner un pays aussi divers dans son territoire et dans sa population. Le gouvernement après plusieurs métamorphoses en vint à cette étape définitive: un pacte entre quatre provinces déjà évoluées, jouissant de l'autonomie législative et exécutive pour toute question exclusivement provinciale, puis de cinq autres nées de l'essor du pays vers l'Ouest, toutes souveraines comme de véritables états constituants et concédant à un gouvernement central, fédéral, juridiction sur les intérêts interprovinciaux et internationaux.

Conséquences: deux notions de la patrie canadienne

«A l'heure actuelle, écrit Monsieur Esdras Minville, deux grandes conceptions de la patrie se font jour. La conception communautaire, au fond traditionnelle, qui met l'accent sur l'homme et les richesses culturelles, morales, spirituelles incarnées en lui; la conception juridique ou politique qui met l'accent sur l'Etat. D'un côté, l'État fédéral, centralisateur et uniformisant par besoin d'unification, de simplification; puis l'autre élément ethnique et culturel qui, par le seul fait qu'il vit, cherche à influencer le plus largement possible son entourage. La propagande intense en faveur de l'unité nationale, du canadianisme tout court, du patriotisme «canadien» ne procède pas d'une autre source. A l'opposé, le groupement canadien-français, appuyé à la fois sur le droit naturel, sur son droit comme élément constitutif de la Confédération et, comme groupe majoritaire dans la Province de Québec, sur l'autonomie provinciale, désireux de conserver son identité, de réaliser sa propre vie nationale et qui résiste de son mieux aux influences désagrégeantes émanant à la fois de l'État central et des masses humaines environnantes.¹⁾»

1. E. Minville: «L'enseignement du civisme», p. 42 (Ens. Secondaire.) 1942-1943.

Comme on le voit, nul terrain autre que le Canada n'est aussi propice à l'étude réaliste de la notion de *masse* et de *peuple*. Des idées claires et une action simple mais juste pourront préserver, diminuer, augmenter, le trésor de notre culture nationale. Car durant tout le XXe siècle nous remarquons et remarquerons la même tendance au déséquilibre entre les éléments juridiques et les éléments culturels de la nation, comme nous l'avons décrit dans le peuple-masse. On peut donc conclure, qu'en ce sens, la démocratie canadienne à cause des mesures juridiques nécessitées par la guerre tend présentement vers la création et l'extension de la *masse*, la réalité politique prenant le pas sur la communauté populaire et sur la réalité humaine, ou en d'autres mots le *pays fictif* des fonctionnaires tend à prendre plus d'importance que le *pays réel*.

Reprenons maintenant, d'une façon plus précise notre question: la démocratie canadienne est-elle une démocratie-masse?

II - INDICES FAVORABLES

Il semblerait à première vue que le Canada possède dans sa structure constitutionnelle, c'est-à-dire, dans son mode fédéraliste de gouvernement, les garanties voulues pour ne pas tomber dans l'interventionnisme, dans la centralisation et faire du peuple canadien une vulgaire «masse». En effet, «le fédéralisme applique aux sociétés politiques la loi fondamentale des sociétés humaines: la loi de différenciation et d'intégration, la loi de multiplicité et d'unité qui introduit la division du travail dans la société et dans ses organes, mais qui restaure ensuite par l'organisation et la coopération fonctionnelle, l'unité du corps social.¹⁾»

Et cependant, même en théorie, le fédéralisme ne va pas sans inconvénients parce qu'il est avant tout politique et qu'ensuite il repose sur une base territoriale. «Vouloir assurer la protection des droits du national sur une base spécifiquement territoriale laisse toujours des droits hors de cette protection (c'est le cas des minorités françaises hors du Québec) et maintient de plus la tendance au morcellement, inséparable de toute confusion de la na-

1. Delos: La Nation, II, p. 197.

tion et de l'État. Le fédéralisme atténue ces défauts, mais ne les atteint pas à la racine. ¹⁾

Resterait la solution d'un fédéralisme culturel: «chaque culture historique pourrait être munie des institutions dont elle a besoin, et celles-ci recevraient le statut juridique qu'appellent le respect du droit et de la liberté» ²⁾. Mais alors nous serions passé du plan politique qui est celui du fédéralisme, à un plan culturel.

Nous tournant cette fois, non plus du côté de l'État, de sa façon d'envisager la nation, mais du côté de la nation elle-même, nous découvrons chez elle des signes non équivoques d'un sens de solidarité qui ne nous permettent pas facilement de la confondre avec la masse. Nous voulons parler de l'essor remarquable des associations dues à l'initiative privée et étroitement dépendantes de nos institutions: famille, paroisse, région, etc. Voici le cas typique de la Province de Québec qui grâce à l'éducation de sa population de 3,300,000 personnes a pu opérer un développement merveilleux dans le secteur coopératif. En janvier 1945, ses 900 Caisses Populaires, coopératives d'épargne et de crédit, totalisent un chiffre d'affaires de \$125,000,000. A la même date, plus de 500 coopératives de consommation avaient un chiffre d'affaires de \$75,000,000.

Si l'on considère la nation au point de vue économique, la Haute Finance au moins autant que l'État, par son absorption de toutes les initiatives particulières contribue à l'extension du phénomène de la masse et contribue à la faire dépendre d'une façon plus absolue de la matière: argent et nourriture. Il ne fait pas de doute que le sens de collaboration mis en œuvre par les coopératives prouve une saine réaction contre les ravages du libéralisme égoïste et un progrès de la communauté nationale.

III - INDICES DÉFAVORABLES

Ceux qui dans leur conception de la patrie canadienne n'ont pas vu d'inconvénient à mettre l'accent sur les éléments politiques de l'État, à confondre la nation canadienne et l'État canadien, s'appuyant sur l'avantage de leur majorité, se sont laissés aller facilement à une politique de domination, d'unification par assi-

1. Delos: La Nation, II, p. 200.

2. Delos: La Nation, II, p. 202.

milation. L'élément anglo-saxon du Canada, constatant la vitalité canadienne-française et sa miraculeuse survivance, portant dans ses veines des traces d'impérialisme, comme il est naturel à tout bon Anglais, ne respecte jamais sans peine, quand il les respecte, les droits qui furent concédés aux Canadiens-français par le pacte de la Confédération et dont ceux-ci se voient sans cesse contraints de réclamer une loyale exécution.

«Si l'État fédéral, appuyé sur sa majorité anglo-canadienne, persiste dans une politique qu'il sait en contradiction avec les conceptions nationales de la population franco-canadienne, de nature à affaiblir l'autonomie d'une province spécialement constituée pour protéger les droits essentiels, les libertés nationales de cette population — ainsi sa politique d'accaparement fiscale et sa politique de centralisation en matière sociale — il verse dans la dictature démocratique et rejoint par l'esprit et l'attitude les totalitarismes de toutes marques qui, à l'heure actuelle, ébranlent l'ordre du monde et mettent en péril le sort même de l'humanité. La forme, même coiffée de l'écusson démocratique, ne crée pas le droit.¹⁾»

Il suffit d'énumérer les nombreuses brèches faites aux autonomies provinciales pour admettre la justesse de ce franc-parler: Banque Centrale, Commission fédérale des ports, assurance-chômage, intrusion du gouvernement fédéral dans la législation sociale, accaparement des impôts sur le revenu, etc... On pourrait ajouter, bien que ce ne soit pas encore un fait accompli: Les tendances vers la centralisation de l'éducation.

Si vraiment le gouvernement fédéral du Canada veut considérer le peuple canadien comme un peuple digne de ce nom et non comme une masse, il ne doit pas se rendre coupable de pareils traitements envers les provinces, encore moins envers les minorités²⁾.

Le peuple de son côté porte la responsabilité d'avoir induit l'État à se croire non pas le serviteur des deux nations canadiennes mais leur maître, en faisant passer les intérêts de la politique avant les intérêts de la nation. «Il faut que disparaisse de nos mœurs politiques cette éthique abominable par quoi tant de catholiques en arrivent à se croire tout permis contre leur province, contre leur

1. E. Minville: *L'enseignement du civisme*, p. 45.

2. Relations, février 1945, p. 42 et avril 1945, p. 94.

nationalité, tout, sans excepter la trahison, pourvu que le parti soit sauvé ou simplement en profite... Par ignorance ou passion, par la folie de l'esprit de parti, les politiciens de la vieille école ont détruit en nous les grandes idées, les grands sentiments qui sont à la base de la notion de patrie ou de la fraternité nationale. ¹⁾

Il faudra donc beaucoup de courage et de fierté aux Canadiens français pour ne pas se laisser confondre dans une «multitude informe» en abandonnant au pouvoir central les droits qui leur permettraient de défendre leurs particularismes culturels, en acceptant que les puissances de l'argent qui les dominent les privent graduellement de toutes les libertés indispensables à tout peuple qui ne veut pas renoncer à être ce que la Providence a voulu qu'il fût.

CONCLUSION

Si le glissement du peuple canadien vers la masse représente une grave menace pour tous les particularismes provinciaux, elle constitue sans aucun doute une menace tout-à-fait particulière pour le Québec dont ni la langue ni la foi ne sont celles de la majorité au pouvoir. Écoutons le vigoureux langage de M. le chanoine Lionel Groulx sur ce point: «Ottawa ne respecte même pas le principe fondamental de la Confédération. La tendance générale de sa politique à l'égard des provinces, c'est de grignoter leur autonomie. Ce grignotement, déjà commencé avant la guerre, Ottawa a pris prétexte de la guerre pour le continuer avec une sorte d'entêtement sombre. Partout où il l'a pu, il a essayé d'étendre son ambitieux centralisme, uniformisme, je n'ai pas besoin d'y appuyer, qui affecte surtout la province la plus différenciée, la plus originale, la province de Québec, met en péril ses institutions fondamentales, sa liberté d'action et par conséquent son avenir.» ²⁾

Si le corporatisme est l'unique remède structurel aux maux de la démocratie moderne, nous devons reconnaître qu'il apporterait au gouvernement du Québec une efficace et salutaire correction, et son insertion dans la constitution même de notre gouvernement provincial offre des possibilités uniques. Il suffirait en effet de substituer au présent Conseil Législatif, qui, avouons-le, n'est pas un organe tellement vital, tellement indispensable, le

1. Chan. Lionel Groulx: *Pourquoi nous sommes divisés*, pp. 42-45.

2. Chanoine L. Groulx: *Pourquoi nous sommes divisés*, p. 21.

Conseil intercorporatif. Que d'avantages, il y aurait à ce que le corporatisme ne bornât pas son rôle à l'économique et au social, mais qu'il ait sa part efficace puisque plus ou moins indirecte dans l'exercice du pouvoir. Si vraiment ce corps intercorporatif représente le peuple réel, dans ses diversités, dans ses intérêts authentiques, pourquoi n'aurait-il pas le droit de participer au gouvernement, puisque dans la véritable démocratie c'est le peuple véritable qui gouverne et non les groupements artificiels des partis qui ne représentent plus le peuple « dans toutes les phases de sa vie ? »

On objectera peut-être que ce serait trop exposer le pouvoir aux forces économiques et industrielles représentées par les chefs des corporations. Pareille objection suppose gratuitement que la démocratie, dans sa structure actuelle, est libre vis-à-vis des puissances de l'argent. Admettons que les intérêts financiers joueraient un grand rôle dans l'administration de la province. Il resterait que ces intérêts de quelques corporations seraient balancés par ceux des autres corporations organisées et que ces intérêts ne seraient plus ceux de quelques individus qui font du peuple une masse d'esclaves, mais les véritables intérêts économiques des citoyens, protégés par les garanties mêmes de la corporation.

Cependant nos regards doivent se porter plus haut, sur les valeurs culturelles que nous pourrions protéger efficacement et développer davantage, devenus vraiment maîtres chez nous par cette greffe du corporatisme sur notre mode de gouvernement. Ce que nous possédons de plus sacré, notre foi, notre langue, est trop souvent menacé dans son existence tout simplement parce que nous ne jouissons pas d'une indépendance économique suffisante, ce qui peut avoir des conséquences graves pour notre nationalité. Tant que les véritables intérêts de la nation ne seront pas représentés et sauvegardés dans notre gouvernement, et nous ne voyons pas d'autre moyen que le corporatisme pour corriger une structure gouvernementale avec laquelle il faut compter, les citoyens canadiens-français seront exposés à se voir traités par leur propre gouvernement provincial comme des éléments négligeables de cette multitude informe qu'est un peuple-masse.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Nous avons affirmé au début de ce travail que dans la réalité de la masse se trouvait impliqué un ensemble étonnant de facteurs

psychologiques, sociologiques et culturels. Peut-être qu'après lecture de cette courte étude du phénomène de la masse, on entrevoit quelque peu la multiple et profonde signification que revêt l'apparition de ce phénomène, et combien se justifie l'attention que lui accorde sa Sainteté Pie XII dans son Message de Noël 1944 sur la démocratie.

L'épiscopat américain a cru bon, pour sa part, d'y revenir dans sa déclaration du 15 avril 1945, en opposant le totalitarisme marxiste à la démocratie: «Il devient chaque jour plus évident que, dans le monde politique de demain, deux puissantes conceptions de la vie, essentiellement incompatibles, se disputeront l'allégeance des hommes et des nations: la démocratie véritable et le totalitarisme marxiste. La démocratie repose sur le respect de la dignité de la personne humaine et de ses droits inviolables qui lui viennent de Dieu; elle produit l'unité et la force par l'intelligente coopération de tous les citoyens en vue du bien commun, sous l'autorité de chefs choisis et soutenus par le peuple. D'autre part, il nous faut compter avec l'opposition active, habilement organisée et habilement dirigée, du totalitarisme marxiste contre la démocratie véritable. Ce système embrigade les masses sous une tutelle dictatoriale; il insulte à leur intelligence par sa propagande et sa presse sous contrôle; il viole tyranniquement les droits innés de la personne humaine.»

Nous n'avons qu'un regret à formuler ici, celui de n'avoir pas étudié davantage la masse en tant que dominée et utilisée par le communisme socialisant. En présence de la marée puissante du communisme qui menace plus que jamais de submerger notre univers, lassé de tant de guerres, pareille analyse projetterait d'audacieuses lumières sur ce second acte du grand drame obscur des masses.

Nous n'aurions plus à diagnostiquer de simples tendances ou fléchissements du sens social mais des réalités que tous les camouflages de la politique ne parviennent pas à nous cacher. La déformation de la démocratie apparaîtrait encore comme un mal réparable, comparée à la gravité de la menace que représente la montée du totalitarisme marxiste.

Puissent les quelques considérations générales que nous venons d'exprimer sur la masse, faire naître le désir de prolonger cette analyse vers des perspectives d'une actualité plus concrète et moins tragique.

BIBLIOGRAPHIE

- ACTION POPULAIRE (Dossiers de l'): 10 janvier 1940: "L'État d'après la récente encyclique *Summi Pontificatus*; A. Desqueyrat.
- ADLER (Mortimer): Harper's Magazine:
- ANDRADE S.J. (Vicente): *Revista Javeriana*: junio 1945: *Pueblo y masa*.
- BERDIAEFF (Nicolas): *Una Nueva Edad Maedi*, 2a edición; ed. Apolo, Barcelona, 1933; version española de José Renom.
- BOLTÉ, P.S.S. (P.E.): *Staline et Pie XI*; la personne humaine devant le communisme et le catholicisme; Grand Séminaire, Montréal, 1944. Collection *Theologia Montis Regii*.
- DELOS, O.P. (J.-T.): *La Nation*; 2 volumes; éditions de l'Arbre, Montréal, 1944.
- DURKHEIM: *Division du travail social*, cité par Gurvitch.
- DUHAMEL (Georges): *L'humanisme et l'automate*.
- ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE (de Montréal, Canada): publication mensuelle: Nos 360-361; *Pour un ordre meilleur*; déclaration des Semaines Sociales du Canada; janv.-fév. 1944.
- FITZSIMONS J. (Rev.): *Youth and the New Order*; the Clergy Review, London, aug. 1944.
- GLOT. (H.): *Histoire Universelle*; tome 1er; Histoire de la Grèce.
- GROULX chanoine (Lionel): *Pourquoi nous sommes divisés*; éd. Action Nationale; Montréal, nov. 1943.
- GURVITCH (Georges): *Essais de sociologie*; librairie du Recueil Sirey, Paris.
- LECLERCQ chanoine (Jacques): *De la communauté populaire*, éd. du Cerf, Paris, 1938.
- LEDIT (S.J., Joseph): *Relations*, fév. 1945; *Horizon international*, Démocratie universelle
- LEGAUT (Marcel): *La communauté humaine*; éd. Aubier, Paris, 1938.
- MAESTU (Maria de): *Historia de la Cultura Europea*, ed. Juventud, Argentina, 1941.
- MARITAIN (Jacques): *Cristianismo y Democracia*; bibl. Nueva, Buenos, Aires 1944.
- MERSCH, S.J. (Emile): *Le Corps Mystique du Christ*; 2 vols.; Desclée, Paris, 1936.
- MINVILLE (Esdras): *L'enseignement du civisme au collège*; revue de l'Enseignement Secondaire, déc. 42; janvier, fév. mars, avril et mai 1943.
- ORTEGA Y CASSET: *La rebelion de las masas*, 4a ed.; coleccion Austral; Espasa-Calpe Argentina, S. A. Buenos Aires, Mexico, 1941.
- PIE XII, S. S.: *Le sixième Noël de guerre*, traduction française du texte anglais officiel du Message, publiée dans le "Devoir" déc. 1944.
- SALAZAR: *Habla Salazar*; extractos de discursos y notas oficiosas; éd. S. P. N. Lisboa.
- VANN, O.P. (Gerald): *The Heart of Man*, The Centenary Press, London, 1944.
- VIEUJEAN (M.): *La liturgie, sa doctrine spirituelle*; dans *Le vrai visage de la liturgie*, abbaye du Mont César, Louvain, 1937.

Tables des matières

<i>Introduction:</i> Griefs contre la démocratie moderne.....	1
<i>Première partie:</i> Les traits caractéristiques de la masse.....	4
Inertie de la masse.....	4
Violence de la masse.....	7
Instabilité de la masse.....	8
Manque d'unité organique de la masse.....	9
Conclusion: physionomie du peuple-masse.....	12
<i>Deuxième partie:</i> Attitudes diverses vis-à-vis de la masse.....	13
Attitude amoralé.....	13
Attitude aristocratique.....	14
Attitude communiste.....	16
Attitude de la démocratie libérale.....	17
Attitude de l'Église.....	18
<i>Troisième partie:</i> Genèse du phénomène de la masse.....	19
I: la part de l'individu.....	19
Complexe de suffisance: origines et conséquences.....	19
Fruits du libéralisme.....	21
II: la part de l'État.....	21
Tendances innées de l'État et en particulier de l'État démocratique.....	21
État et Nation.....	22
État et Nation en régime démocratique.....	24
Causes de l'attitude de l'État démocratique moderne vis-à-vis de la nation.....	27
<i>Quatrième partie:</i> Comment transformer la masse en vrai peuple?.....	30
Former par l'éducation des personnalités fortes, douées d'un sens social affiné.....	30
Créer des élites nouvelles.....	32
Instaurer le corporatisme.....	33
Vivre la doctrine du Corps Mystique du Christ.....	36

BIBLIOTHÈQUE
SANT-SU-FICE

<i>Cinquième partie: La démocratie canadienne est-elle une démocratie-masse ?</i>	38
I: Aspects particuliers de la démocratie canadienne	38
Aspect national	38
Aspect constitutionnel	39
Conséquence: deux notions de la patrie canadienne	39
II: Indices favorables	40
III: Indices défavorables	41
Conclusion	43
<i>Conclusion générale</i>	44
<i>Bibliographie</i>	46
Table des matières	47

Imprimi potest

ANTONIO DRAGON, S.J., provincial

Nihil obstat

HONORIUS RAYMOND, S.J., Cens. dioc.

Imprimatur

† J.-C. CHAUMONT, évêque d'Arena, auxiliaire de Montréal.

Le 16 janvier 1947.

BIBLIOTHÈQUE
DU PARLEMENT

RELIURE
Claire Enrg.
BOOKBINDING

BNQ



000 361 183